



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 12 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1962

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
189

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4273

Περί κυρώσεως τοῦ ἐν Νέα Ὑόρκη ὑπογραφέντος πρωτοκόλλου ἀφορώντος εἰς τὸν περιορισμὸν καὶ τὸν διακανονισμὸν τῆς καλλιεργείας τῆς ὑπνοφόρου μήκωνος, τὴν παραγωγὴν, τὸ διεθνὲς καὶ χονδρικὸν ἐμπόριον καὶ τὴν χρῆσιν τοῦ ὀπίου.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 6 Νοεμβρίου 1962 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἀρθροῦ 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον Μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν νόμου τὸ ἀπὸ 23-6-1953 ἐν Νέα Ὑόρκη ὑπογραφέν πρωτόκολλον, οὗτινος τὸ κείμενον ἔπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει περὶ περιορισμοῦ καὶ διακανονισμοῦ τῆς καλλιεργείας τῆς

ὑπνοφόρου μήκωνος, τῆς παραγωγῆς τοῦ διεθνoῦς καὶ χονδρικοῦ ἐμπορίου καὶ τῆς χρήσεως τοῦ ὀπίου.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 12 Νοεμβρίου 1962

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

Κ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Α. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, Ε. ΑΒΕΡΩΦ—ΤΟΣΙΤΣΑΣ,
Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, ΓΡ. ΚΑΣΙΜΑΤΗΣ,
ΣΠ. ΘΕΟΤΟΚΗΣ, Π. ΠΗΛΙΝΕΛΗΣ, Α. ΜΠΟΥΡ-
ΝΙΑΣ, Δ. ΒΡΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ,
Δ. ΣΤΡΑΤΟΣ, Κ. Μ. ΧΡΥΣΑΝΘΟΠΟΥΛΟΣ, Δ. ΜΑ-
ΚΡΗΣ, Ι. ΜΠΟΥΤΟΣ, Δ. ΔΑΒΑΚΗΣ, Δ. ΑΛΙΠΡΑΝ-
ΤΗΣ, ΑΘ. ΤΑΛΙΑΔΟΥΡΟΣ, Π. ΣΤΑΥΡΟΠΟΥΛΟΣ,
Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 12 Νοεμβρίου 1962

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

PROTOCOLE VISANT A LIMITER ET A REGLEMENTER LA CULTURE DU PAVOT, AINSI QUE LA PRODUCTION, LE COMMERCE INTERNATIONAL, LE COMMERCE DE GROS ET L'EMPLOI DE L'OPIMUM.

PREAMBULE

Résolues à poursuivre leurs efforts pour lutter contre la toxicomanie et le trafic illicite des stupéfiants et conscientes que seule une étroite coopération entre tous les Etats peut permettre à ces efforts d'atteindre leur but,

Rappelant que, par la voie, d'instruments internationaux, des efforts ont été déployés en vue de la réalisation d'un système efficace de contrôle des stupéfiants et mues par le désir de renforcer ce contrôle sur les plans national et international.

Considérant, toutefois, qu'il est indispensable de limiter aux besoins médicaux et scientifiques et de réglementer la production des matières premières à partir desquelles il est obtenu des drogues stupéfiantes naturelles, et constatant que les problèmes les plus urgents sont ceux du contrôle de la culture du pavot, et de la production de l'opium,

Les Parties contractantes,

Ayant décidé de conclure un protocole à ces fins, Sont convenues des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

Définitions

Article Premier

Définitions

Sauf indication contraire, soit expresse, soit du contexte, les définitions ci-après s'appliquent aux dispositions du présent Protocole. On entend :

Par «Convention de 1925», la Convention internationale de l'opium signée à Genève le 19 février 1925 et amendée par le Protocole du 11 décembre 1946 ;

Par «Convention de 1931», la Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, signée à Genève le 13 juillet 1931 et amendée par le protocole du 11 décembre 1946 ;

Par «Comité», le Comité central permanent créé en vertu de l'article 19 de la Convention de 1925 ;

Par «Organe de contrôle», l'Organe de contrôle créé en vertu de l'article 5 de la Convention de 1931 ;

Par «Commission», la Commission des stupéfiants du Conseil économique et social des Nations Unies ;

Par «Conseil», le Conseil économique et social des Nations Unies ;

Par «Secrétaire général», le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ;

Par «pavot», la plante *Papaver somniferum* L., et toute autre plante de l'espèce *Papaver* qui permettrait la production de l'opium ;

Par «paille de pavot», toutes les parties du pavot (à l'exception des graines) dont, après le fauchage du pavot, on peut extraire des stupéfiants ;

Par «opium», le latex épais du pavot, quelle que soit sa forme, y compris l'opium brut, l'opium médicinal et l'opium préparé, à l'exclusion des préparations galéniques ;

Par «production», l'opération qui consiste à cultiver le pavot en vue de récolter de l'opium ;

Par «stocks», la quantité totale d'opium détenue légalement sur le territoire d'un Etat donné, à l'exclusion : 1) des quantités détenues par les pharmaciens détaillants et par les institutions ou les personnes compétentes dans l'exercice licite de leurs fonctions thérapeutiques ou scientifiques, et 2) des quantités détenues par le gouvernement de cet Etat, ou se trouvant sous sa surveillance, et destinées à des usages militaires ;

Par «territoire», toute partie d'un Etat donné qui est traitée comme une entité distincte pour l'application du système de certificats d'importation et d'autorisation d'exportation prévu par la Convention de 1925 ;

Par «exportation», ou «importation», dans leur acception respective, le transfert matériel d'opium d'un Etat donné à un autre Etat ou d'un territoire donné d'un Etat à un autre territoire du même Etat.

CHAPITRE II

REGLEMENTATION DE LA PRODUCTION, DU COMMERCE ET DE L'EMPLOI DE L'OPIMUM

Article 2

Emploi de l'opium

Les Parties doivent limiter l'emploi de l'opium aux seuls besoins médicaux et scientifiques.

Article 3

Contrôle dans les Etats producteurs

Dans le but de contrôler la production, le commerce et l'emploi de l'opium :

1. Tout Etat producteur doit établir, s'il ne l'a déjà fait, et maintenir un ou plusieurs organismes d'Etat spécialisés (désignés ci-après dans le présent article par le terme Organisme) afin d'accomplir les fonctions qui lui, ou leur, sont dévolues dans le présent article. Les fonctions visées aux paragraphes 2 à 6 du présent article doivent être exécutées par un seul organisme si la Constitution de l'Etat intéressé le permet.

2. La production doit être limitée à des régions désignées par l'Organisme ou, le cas échéant, par les autorités gouvernementales compétentes.

3. Les cultivateurs détenteurs d'une licence délivrée par l'Organisme ou, le cas échéant, par les autorités gouvernementales compétentes sont seuls autorisés à se livrer à la production.

4. Toute licence doit spécifier la superficie du terrain sur lequel la culture du pavot est autorisée.

5. Tout cultivateur de pavot doit être requis de livrer la totalité de sa récolte d'opium à l'Organisme. L'Organisme doit acheter la récolte et en prendre matériellement possession dès que possible.

6. L'Organisme ou, le cas échéant, les autorités gouvernementales compétentes auront seuls le droit d'importer, d'exporter, de se livrer au commerce du gros de l'opium et de conserver des stocks d'opium, à l'exception des stocks détenus par des fabricants autorisés à fabriquer des alcaloïdes à partir de l'opium.

7. Aucune disposition du présent article ne doit être considérée comme permettant dérogation aux obligations déjà contractées et aux lois promulguées par une Partie, conformément aux Conventions existantes relatives au contrôle de la culture du pavot.

Article 4

Contrôle de la culture du pavot destinée à des fins autres que la récolte de l'opium

Toute Partie qui autorise la culture et l'utilisation du pavot à des fins autres que la production de l'opium, que cette Partie permette ou non la production de l'opium, s'engage :

a) A promulguer toute loi ou tout règlement nécessaire en vue d'assurer :

i) Que les pavots cultivés à des fins autres que la production de l'opium ne serviront pas à produire de l'opium ;

ii) Que la fabrication de substances stupéfiantes à partir de la paille de pavot sera contrôlée de façon adéquate ;

b) A communiquer au Secrétaire général le texte de toute loi ou de tout règlement promulgué à cette fin ; et

c) A communiquer chaque année au Comité, à la date fixée par ce dernier, les statistiques des importations et des exportations de paille de pavot effectuées, à quelque fin que ce soit, au cours de l'année précédente.

Article 5

Limitation des stocks

En vue de limiter aux besoins médicaux et scientifiques la quantité d'opium produite dans le monde :

1. Les Parties doivent réglementer la production, l'exportation et l'importation de l'opium de telle ma-

nière que les stocks détenus par toute Partie au 31 décembre de chaque année ne dépassent pas :

a) Pour tout Etat producteur énuméré à l'alinéa a du paragraphe 2 de l'article 6, la somme totale de la quantité d'opium exportée par cet Etat à des fins médicales ou scientifiques et de la quantité d'opium utilisée à l'intérieur de cet Etat pour la fabrication d'alcaloïdes au cours de deux années, quelles qu'elles soient, plus la moitié de la quantité totale utilisée pour la fabrication d'alcaloïdes et de celle exportée pour une autre année quelle qu'elle soit, lesdites années étant désignées par cette Partie sous réserve qu'elles soient postérieures au 1er janvier 1946. Ladite Partie sera en droit de désigner des périodes différentes pour le calcul des quantités exportées et pour celui des quantités utilisées.

b) Pour toute Partie autre que celle visée à l'alinéa a du présent paragraphe qui, compte tenu des dispositions des Conventions de 1925 et de 1931 pour autant qu'elles sont applicables à cette Partie, permet la fabrication d'alcaloïdes, ses besoins normaux pour une période de deux ans. Le montant de ces besoins est fixé par le Comité;

c) Pour toute autre Partie, le montant total de l'opium consommé au cours des cinq années précédentes.

2. a) Si un des Etats producteurs visés à l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article décide de cesser d'être producteur d'opium pour l'exportation et souhaite ne plus être inclus dans la catégorie d'Etat producteur établie par l'alinéa a du paragraphe 2 de l'article 6, il doit adresser au Comité une déclaration à cet effet au moment où la prochaine notification annuelle devrait être effectuée conformément à l'alinéa b du paragraphe 3 du présent article. A partir du moment où elle formule une telle déclaration, la Partie auteur de celle-ci n'est plus censée faire partie des Etats mentionnés à l'alinéa a du paragraphe 2 de l'article 6 et elle ne sera plus admise à en faire partie à l'avenir. Dès reçu de cette déclaration, le Comité inscrit, selon le cas, la Partie intéressée dans l'une ou l'autre des catégories prévues par les alinéas b ou c du paragraphe 1 et en adresse notification à toutes les autres Parties au présent Protocole. Aux fins du présent Protocole tout changement de catégorie prend effet à la date de la notification du Comité;

b) La procédure définie à l'alinéa précédent est applicable à toute déclaration présentée par une Partie désireuse de se voir transférée de la catégorie prévue à l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article à celle que vise l'alinéa c du même paragraphe ou vice versa, étant entendu, toutefois, que dans ce cas la Partie en question peut, sur sa demande, être réadmise dans la catégorie à laquelle elle appartenait précédemment.

3. a) Les quantités d'opium stipulées aux alinéas a et c du paragraphe 1 du présent article sont calculées sur la base des statistiques arrêtées par le Comité dans ses rapports annuels, y compris celles de la période prenant fin au 31 décembre de l'année précédente telles qu'elles sont publiées ultérieurement ;

b) Toute Partie à laquelle s'appliquent les alinéas a ou b du paragraphe 1 du présent article doit notifier chaque année au Comité, selon le cas :

i) Les périodes de référence qu'elle a choisies conformément à l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article, ou

ii) La quantité d'opium qu'elle désire voir considérer le Comité comme représentant ses besoins normaux pour l'application de l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article;

c) La notification prévue à l'alinéa précédent doit parvenir au Comité au plus tard le premier jour du mois d'août de l'année qui précède la date à laquelle cette notification se rapporte;

d) Si une Partie qui est tenue d'adresser une des notifications prévues à l'alinéa b du présent paragraphe ne l'a pas fait à la date prévue, le Comité doit, sous ré-

serve des dispositions de l'alinéa ci-après, adopter les données contenues dans la dernière notification pertinente effectuée par cette Partie. Si le Comité ne reçoit de la Partie en cause aucune notification pertinente, il doit, selon le cas et sans consulter de nouveau cette Partie, mais en tenant dûment compte des renseignements dont il dispose, des buts du présent Protocole et des intérêts de ladite Partie;

i) Choisir les périodes de référence visées à l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article, ou

ii) Fixer la quantité représentant les besoins normaux visés à l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article;

e) Si le Comité reçoit une notification à une date postérieure à celle qui est fixée à l'alinéa c du présent paragraphe, il peut agir comme si cette notification lui était parvenue en temps voulu;

f) Le Comité notifie chaque année:

i) A toute Partie visée à l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article, quelles sont les années de référence choisies en conformité soit dudit alinéa soit des alinéas d et e du paragraphe 3 du présent article;

ii) A toute Partie visée à l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article, quelle est la quantité d'opium qu'en conformité dudit alinéa il considère comme représentant les besoins normaux de cette Partie;

g) Le Comité envoie les notifications visées à l'alinéa f du présent paragraphe au plus tard le 15 décembre de l'année qui précède la date à laquelle se rapportent les renseignements qu'elles contiennent.

4. a) En ce qui concerne les Etats parties au présent Protocole à la date de son entrée en vigueur les dispositions du paragraphe 1 du présent article prennent effet à la date du 31 décembre de l'année suivant celle au cours de laquelle le Protocole est entré en vigueur;

b) En ce qui concerne tout autre Etat, les dispositions du paragraphe 1 du présent article prennent effet à dater du 31 décembre de l'année suivant celle au cours de laquelle l'Etat en question est devenu partie au Protocole.

5. a) Si le Comité estime que les circonstances sont exceptionnelles, il peut, sous les conditions et pour la période de temps qu'il détermine, dispenser une Partie d'observer les obligations prévues par le paragraphe 1 du présent article en ce qui concerne le niveau maximum des stocks d'opium;

b) S'il existe lors de l'entrée en vigueur du présent Protocole dans un Etat producteur visé à l'alinéa a du paragraphe 2 de l'article 6 des stocks d'opium dépassant le niveau maximum autorisé par l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article, le Comité à sa discrétion, doit tenir compte de cet état de choses pour éviter que l'Etat en question ne subisse les difficultés économiques qu'entraînerait une réduction trop rapide des stocks d'opium au niveau maximum prescrit par l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article.

Article 6.

Commerce international de l'opium

1. Les Parties s'engagent à limiter l'importation et l'exportation de l'opium aux seuls besoins médicaux et scientifiques.

2. a) Sans qu'il soit par là dérogé aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 7, les Parties s'engagent à ne pas permettre l'exportation et l'importation d'opium autre que l'opium produit dans l'un quelconque des Etats ci-après qui, au moment où s'effectuera l'importation ou l'exportation considérée, sera partie au présent Protocole :

Bulgarie,
Grèce,
Inde,
Iran,

Turquie,
Union des Républiques socialistes soviétiques,
Yougoslavie;

b) Les Parties s'engagent à ne pas permettre l'importation de l'opium en provenance d'un Etat quelconque qui n'est pas partie au présent Protocole.

3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa a du paragraphe 2 du présent article, toute Partie peut autoriser, exclusivement pour sa consommation intérieure et sans dépasser les besoins d'une année, l'importation et l'exportation, s'effectuant entre ses territoires, d'opium produit dans un de ces territoires.

4. Les Parties doivent appliquer aux importations et aux exportations d'opium le système de certificats d'importation et d'autorisations d'exportation prévu par le chapitre V de la Convention de 1925, sous réserve que l'article 18 de cette dernière sera inapplicable. Il sera néanmoins loisible à une Partie d'imposer relativement à ses importations et à ses exportations d'opium des conditions plus restrictives que celles stipulées par le chapitre V de la Convention de 1925.

Article 7.

Disposition de l'opium saisi

1. Sauf s'il en est disposé autrement dans le présent article, tout opium saisi lors de transactions illicites doit être détruit.

2. Toute Partie a le droit de faire transformer, sous son contrôle, en totalité ou en partie, en substances non stupéfiantes, les stupéfiants contenus dans l'opium saisi, ou a le droit de réserver, en totalité ou en partie, cet opium et les alcaloïdes qui peuvent être fabriqués à partir de cet opium, à telles utilisations d'ordre médical ou scientifique que le gouvernement pourra en faire, ou qui pourront en être faites sous son contrôle.

3. Tout Etat producteur énuméré à l'alinéa a du paragraphe 2 de l'article 6 et qui est partie au présent Protocole a le droit de consommer et d'exporter l'opium saisi dans son pays ou les alcaloïdes fabriqués à partir de cet opium.

4. L'opium saisi et qui pourra être identifié comme dérobé d'un entrepôt d'Etat ou autre entrepôt licite peut être restitué à son propriétaire.

5. Toute Partie qui ne permet sur son territoire ni la production de l'opium ni la fabrication d'alcaloïdes de l'opium peut, dès qu'elle a obtenu l'autorisation du Comité, exporter, vers le territoire d'une Partie qui fabrique des alcaloïdes de l'opium, une quantité déterminée d'opium que ses propres autorités ont saisi, afin d'obtenir, en contrepartie, des alcaloïdes de l'opium, ou des drogues contenant des alcaloïdes de l'opium, ou encore afin de faire extraire ces alcaloïdes pour ses propres besoins médicaux ou scientifiques. Toutefois, la quantité d'opium ainsi exportée pour une année donnée ne pourra être supérieure à la quantité équivalant, en opium, aux besoins annuels de la Partie exportatrice tant en opium médicinal qu'en drogues contenant de l'opium ou des alcaloïdes de l'opium; la quantité en excédent devra être détruite.

CHAPITRE III

Renseignements à Fournir par les Gouvernements

Article 8.

Evaluations

1. D'une façon analogue à ce qu'a prévu pour les «drogues» la Convention de 1931, chaque Partie doit faire parvenir au Comité des évaluations pour l'année suivante concernant chacun de ses territoires et portant sur :

a) La quantité d'opium requise pour être utilisée comme telle pour les besoins médicaux et scientifiques, y compris la quantité requise pour la fabrication des préparations exonérées conformément à l'article 8 de la Convention de 1925;

b) La quantité d'opium requise pour la fabrication d'alcaloïdes;

c) Les stocks qu'elle a l'intention de maintenir, compte tenu des dispositions de l'article 5, et la quantité d'opium qu'il est nécessaire d'ajouter ou de retrancher aux stocks existants pour les porter au niveau voulu;

d) Les quantités d'opium qu'elle a l'intention soit d'ajouter aux stocks qu'elle peut avoir constitués à des fins militaires, soit de retrancher desdits stocks en vue de les mettre dans le commerce licite.

2. Par total des évaluations pour chaque pays ou territoire on entend la somme des quantités spécifiées aux alinéas a et b du paragraphe précédent, augmentée de la quantité nécessaire pour porter les stocks visés aux alinéas c et d du même paragraphe au niveau voulu, ou diminuée de la fraction de ces stocks qui dépasserait ce niveau. Toutefois, il ne doit être tenu compte de ces augmentations et diminutions que pour autant que les Parties intéressées auront fait parvenir en temps voulu au Comité les évaluations nécessaires.

3. Chaque Partie qui autorise la production de l'opium doit faire parvenir chaque année au Comité pour chacun de ses territoires une évaluation de la superficie (en hectares), indiquée aussi exactement que possible, sur laquelle se propose de cultiver du pavot en vue de récolter de l'opium, et des évaluations approximatives de la quantité d'opium à récolter basées sur le rendement moyen au cours des cinq années qui précèdent. Si la culture du pavot à cette fin est autorisée dans plus d'une région, ces renseignements doivent être fournis séparément pour chaque région.

4. a) Les évaluations prévus aux paragraphes 1 et 3 du présent article doivent être établies selon le modèle qui est prescrit de temps à autre par le Comité.

b) Chaque évaluation doit être envoyée au Comité de manière à lui parvenir pour la date qu'il a prescrite. La date fixée peut ne pas être la même pour les évaluations visées au paragraphe 1 du présent article et pour celles visées au paragraphe 3. Le Comité, tenant compte des dates différentes auxquelles a lieu la récolte de l'opium, peut aussi fixer des dates différentes pour les évaluations que les Parties doivent fournir en vertu du paragraphe 3 du présent article.

5. Chaque évaluation doit être accompagnée d'un exposé de la méthode employée pour l'établir et pour calculer les différentes quantités qui y sont inscrites.

6. Les Parties peuvent fournir des évaluations supplémentaires, diminuant ou augmentant les évaluations primitives; ces évaluations supplémentaires doivent être envoyées promptement au Comité avec l'explication des raisons des modifications apportées. A l'exception de l'alinéa b du paragraphe 4 ainsi que du paragraphe 9, les dispositions du présent article s'appliquent à ces évaluations supplémentaires.

7. Les évaluations doivent être examinées par l'Organe de contrôle, lequel peut demander toute indication ou précision supplémentaire pour compléter une évaluation ou pour expliquer toute indication qui y figure, et peut modifier, avec le consentement du gouvernement intéressé, ces évaluations.

8. Le Comité doit demander, pour les pays ou territoires auxquels le présent Protocole ne s'applique pas, des évaluations établies conformément aux dispositions du présent Protocole.

9. Si, pour tout pays ou pour tout territoire, des évaluations ne parviennent pas au Comité à la date fixée par celui-ci conformément à l'alinéa b du paragraphe 4 du présent article, ces évaluations doivent être établies, autant que faire se pourra, par l'Organe de contrôle.

10. Les évaluations prévues au paragraphe 1, y compris les évaluations établies par l'Organe de contrôle conformément au paragraphe 9 du présent article, ne doivent pas être dépassées par les Parties tant qu'elles n'auront pas été amendées, le cas échéant, par des évaluations supplémentaires.

11. S'il ressort des relevés des importations et des

exportations adressés au Comité en vertu de l'article 9 du présent Protocole ou de l'article 22 de la Convention de 1925 que la quantité d'opium exportée à destination d'un pays ou territoire quelconque dépasse le total des évaluations définies au paragraphe 2 du présent article pour ce pays ou ce territoire, augmenté de ses exportations constatées, le Comité doit en aviser immédiatement toutes les Parties. Celles-ci ne pourront plus autoriser, pendant l'année en question, aucune nouvelle exportation à destination dudit pays ou territoire, sauf :

a) Dans le cas où une évaluation supplémentaire sera fournie pour ce pays ou territoire, en ce qui concerne à la fois toute quantité importée en excédent et la quantité supplémentaire requise, ou

b) Dans les cas exceptionnels où l'exportation est, de l'avis de la Partie exportatrice, essentielle aux intérêts de l'humanité ou au traitement des malades.

Article 9.

Statistiques

1. Les Parties doivent fournir au Comité pour chacun de leurs territoires :

a) Le 31 mars au plus tard des statistiques, portant sur l'année précédente, indiquant :

- i) La superficie cultivée en pavots aux fins de récolter de l'opium et la quantité d'opium qui a été récoltée;
- ii) La quantité d'opium consommée, c'est-à-dire les quantités d'opium soit livrées au commerce de détail, soit remises, en vue d'être dispensées ou administrées, à des hôpitaux ou à des personnes compétentes et dûment autorisées dans l'exercice de leurs fonctions médicales ;
- iii) La quantité d'opium employée pour la fabrication d'alkaloïdes ou de préparations opiacées, y compris la quantité requise pour la fabrication des préparations pour l'exportation desquelles les autorisations d'exportation ne sont pas requises, que ces préparations soient destinées à la consommation intérieure ou à l'exportation, le tout conformément aux dispositions des Conventions de 1925 et 1931;
- iv) La quantité d'opium saisie dans le trafic illicite et confisquée et la manière dont il en a été disposé ;

b) Le 31 mai au plus tard des statistiques indiquant les stocks détenus au 31 décembre précédent ; dans les statistiques relatives à ces stocks, il ne sera pas tenu compte des quantités d'opium détenues par une Partie à des fins militaires au 31 décembre 1953, mais il sera tenu compte de toute quantité qui y serait ultérieurement ajoutée et de toute quantité qui en aurait été retirée et mise dans le commerce licite; et

c) Dans les quatre semaines qui suivent la fin du trimestre auquel elles se rapportent, des statistiques trimestrielles indiquant le montant des importations et des exportations d'opium.

2. Les statistiques visées au paragraphe 1 du présent article sont établies sur les formulaires dont le Comité prescrit l'emploi et de la façon qu'il détermine.

3. Les États producteurs, parties au présent Protocole, fourniront aussi exactement que possible au Comité, s'ils ne l'ont déjà fait, les statistiques requises au point i de l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article pour les années 1946 et suivantes.

4. Le Comité publie les statistiques visées au présent article, sous la forme et aux intervalles qu'il juge appropriés.

Article 10.

Rapports au Secrétaire général

1. Les Parties doivent fournir au Secrétaire général les rapports suivants :

a) Un rapport relatif à l'organisation et aux attributions conférées par l'article 3 à l'organisme visé

à cet article et aux attributions conférées par l'article 3 aux autres autorités compétentes ;

b) un rapport relatif aux mesures législatives, réglementaires ou administratives qu'elles auront prises en conformité des dispositions du Protocole ;

c) Un rapport annuel relatif au fonctionnement du Protocole. Ce rapport doit être établi en suivant le modèle prescrit par la Commission et peut être inclus dans les rapports annuels visés à l'article 24 de la Convention de 1931 ou y être annexé.

2. Les Parties doivent en outre fournir au Secrétaire général les informations supplémentaires au sujet de toutes modifications importantes concernant les questions visées au paragraphe précédent.

CHAPITRE IV

MESURES INTERNATIONALES DE SURVEILLANCE ET DE MISE EN OEUVRE

Article 11.

Mesures administratives

1. Afin de surveiller l'exécution des dispositions du présent Protocole, le Comité peut prendre les mesures suivantes :

a) Demande de renseignements

Le Comité est autorisé à demander confidentiellement aux Parties des renseignements sur la mise en oeuvre des dispositions du présent Protocole et, à cet égard, à faire aux Parties intéressées toutes suggestions appropriées ;

b) Demande d'explications.

Si, à la lumière des renseignements dont il dispose, le Comité est d'avis qu'une disposition importante quelconque du présent Protocole n'est pas respectée dans un pays ou territoire quelconque, ou que la situation qui y existe en matière d'opium appelle des éclaircissements, le Comité a le droit de demander confidentiellement des explications à la Partie intéressée ;

c) Proposition de mesures correctives.

Si le Comité juge opportun, il peut appeler confidentiellement l'attention d'un gouvernement sur l'inexécution par celui-ci dans une mesure appréciable, d'une disposition importante quelconque du présent Protocole ou une situation, en matière d'opium, qui laisse gravement à désirer dans l'un quelconque des territoires placés sous son contrôle, le Comité peut demander à ce gouvernement d'étudier la possibilité d'adopter les mesures correctives exigées par la situation ;

d) Enquête sur les lieux.

Si le Comité considère qu'une enquête sur les lieux contribuerait à l'éclairer sur la situation, il peut proposer au gouvernement intéressé l'envoi dans le pays ou territoire en question d'une personne ou d'une commission d'enquête désignée par le Comité. Si ce gouvernement n'a pas répondu dans un délai de quatre mois à la proposition du Comité, son silence sera considéré comme un refus. Si ce gouvernement donne son consentement explicite à l'enquête, celle-ci sera menée en collaboration avec des fonctionnaires désignés par ce gouvernement.

2. La Partie intéressée est autorisée à faire, par l'intermédiaire de son représentant, une déclaration devant le Comité avant qu'une décision soit prise en vertu de l'alinéa c du paragraphe précédent.

3. Les décisions prises en vertu des alinéas c et d du paragraphe 1 du présent article doivent être à la majorité de tous les membres composant le Comité.

4. Si le Comité publie les décisions qu'il a prises en vertu de l'alinéa d du paragraphe 1 du présent article ou tous renseignements s'y rapportant, il doit également publier les vues du gouvernement intéressé, si ce gouvernement en fait la demande.

Article 12

Mesures de mise en oeuvre

1. Déclarations publiques

Si le Comité constate que l'inexécution par une Par-

tie des dispositions du présent Protocole entrave sérieusement le contrôle des stupéfiants dans un territoire quelconque de cette Partie, ou dans un territoire quelconque d'un autre Etat, il peut prendre les mesures suivantes:

a) Communications publiques

Le Comité peut appeler l'attention de toutes les Parties et du Conseil sur la question.

b) Autres déclarations publiques

Si le Comité estime que les mesures qu'il a prises en vertu de l'alinéa précédent n'ont eu les effets voulus, il peut publier une déclaration signalant qu'une Partie a enfreint les obligations assumées par elle aux termes du présent Protocole ou quetout autre Etat anégligé de prendre les mesures nécessaires pour empêcher que la situation en matière d'opium dans l'un quelconque de ses territoires ne risque de compromettre le contrôle efficace des stupéfiants dans un territoire ou dans un ou plusieurs territoires relevant d'autres Parties ou Etats. En cas de déclaration publique le Comité doit également publier les vues du gouvernement intéressé si celui-ci en fait la demande.

2. Recommandation d'embargo

Si le Comité constate:

a) A l'issue de l'étude des évaluations et des statistiques fournies conformément aux articles 8 et 9, qu'une Partie a manqué de façon appréciable aux obligations assumées par elle aux termes du présent Protocole, ou qu'un autre Etat entrave sérieusement l'application efficace de ce Protocole, ou

b) A la lumière des renseignements dont il dispose, que des quantités excessives d'opium s'accumulent dans un pays ou dans un territoire quelconque, ou que le danger existe de voir un pays ou un territoire quelconque devenir un centre de trafic illicite, il peut recommander aux Parties un embargo sur l'importation d'opium en provenance du pays ou du territoire intéressé ou sur l'exportation d'opium à destination du pays ou du territoire intéressé, ou, à la fois, sur l'importation et l'exportation, soit pour une période déterminée, soit jusqu'à ce que la situation en ce qui concerne l'opium dans le pays ou le territoire en question lui donne satisfaction. L'Etat intéressé a le droit de porter la question devant le Conseil, conformément aux dispositions pertinentes de l'article 24 de la Convention de 1925.

3. Embargo obligatoire

a) Déclaration et imposition de l'embargo

Se basant sur toutes constatations faites aux termes des alinéas a ou b du paragraphe 2 du présent article, le Comité peut prendre les mesures suivantes:

i) Le Comité peut annoncer son intention de mettre l'embargo sur l'importation d'opium en provenance du pays ou du territoire intéressé ou l'exportation d'opium à destination du pays ou du territoire intéressé, ou à la fois sur l'importation et l'exportation d'opium;

ii) Si la déclaration prévue au point i de l'alinéa a du présent paragraphe ne réussit pas à remédier à la situation, le Comité peut mettre l'embargo, à condition que les mesures moins sévères prévues aux alinéas a et b du paragraphe 1 du présent article n'aient pas réussi à corriger, ou ne paraissent pas pouvoir corriger, la situation qui lasse à désirer. L'embargo peut être imposé soit pour une période déterminée soit jusqu'à ce que la situation dans le pays ou le territoire intéressé donne satisfaction au Comité. Le Comité doit aussitôt notifier sa décision à l'Etat intéressé et au Secrétaire général. La décision du Comité doit être confidentielle et, sauf si une disposition du présent article ne s'y oppose expressément, ne doit pas être révélée jusqu'à ce qu'il soit établi, conformément au point i de l'alinéa c du paragraphe 3 du présent article que l'embargo doit entrer en vigueur.

b) Appel

i) un Etat qui a fait l'objet d'une décision d'embargo obligatoire peut, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception par lui de cette décision, faire confidentiellement

connaître par écrit au Secrétaire général son intention de faire appel et peut indiquer par écrit dans un nouveau délai de trente jours les raisons de son appel;

ii) Le Secrétaire général doit, au moment de l'entrée en vigueur du présent protocole, demander au Président de la Cour internationale de Justice de nommer une Commission d'appel de trois membres et de deux membres suppléants qui, par leur compétence, leur impartialité et leur désintéressement, mériteront la confiance générale. Si le Président de la Cour internationale de Justice informe le Secrétaire général qu'il n'est pas en mesure de procéder à cette nomination ou s'il n'y procède pas dans les deux mois qui suivent la date à laquelle il a reçu la demande à cet effet, le Secrétaire général doit procéder à cette nomination. Le mandat des membres de la Commission d'appel est de cinq ans et est renouvelable. Les membres ne doivent, conformément aux dispositions qui seront prises par le Secrétaire général, recevoir une rémunération que pour la durée des sessions de la Commission d'appel;

iii) La procédure définie au point ii de l'alinéa b du présent paragraphe s'applique aux désignations visant à pourvoir aux sièges vacants au sein de la Commission d'appel;

iv) Le Secrétaire général doit communiquer au Comité des copies de la notification écrite et de l'exposé des raisons de l'appel prévu au point i de l'alinéa b du présent paragraphe et prendre promptement les dispositions en vue d'une réunion de la Commission d'appel, afin que celle-ci entende l'appel et statue sur lui. Il doit également prendre toutes dispositions utiles en vue du travail de la Commission d'appel et fournir aux membres de la Commission d'appel des copies de la décision du Comité, des communications mentionnées au point i de l'alinéa b du présent paragraphe, de la réponse du Comité si elle est disponible, et de tous autres documents pertinents;

v) La Commission d'appel adopte son propre règlement intérieur;

vi) L'Etat requérant et le Comité sont autorisés à faire des déclarations devant la Commission d'appel avant qu'une décision soit prise par celle-ci;

vii) La Commission d'appel peut maintenir, modifier ou annuler la décision d'embargo prise par le Comité. La décision de la Commission d'appel est définitive et obligatoire et doit être communiquée sans délai au Secrétaire général;

viii) Le Secrétaire général doit communiquer à l'Etat requérant et au Comité la décision de la Commission d'appel;

ix) Si l'Etat requérant retire son appel, le Secrétaire général doit notifier ce retrait à la Commission d'appel et au Comité.

c) Application de l'embargo

i) L'embargo imposé en vertu de l'alinéa a du présent paragraphe doit entrer en vigueur soixante jours après la date de la décision du Comité, à moins que la notification d'un appel ne parvienne dans les conditions fixées au point i de l'alinéa b du présent paragraphe. Dans ce cas, l'embargo doit entrer en vigueur trente jours après le retrait de l'appel ou après la date à laquelle la Commission d'appel a pris une décision confirmant l'embargo en tout ou en partie;

- ii) Dès que, conformément aux dispositions du point i de l'alinéa c du présent paragraphe, il est établi que l'embargo doit entrer en vigueur, le Comité doit adresser à toutes les Parties notification des conditions de l'embargo auxquelles les Parties doivent se conformer.

4. Garanties de procédure

a) Les décisions prises par le Comité en vertu du présent article doivent l'être à la majorité de tous les membres composant le Comité.

b) L'Etat intéressé est autorisé à faire, par l'intermédiaire de son représentant, une déclaration devant le Comité, avant qu'une décision soit prise en vertu du présent article.

c) Si le Comité publie une décision prise en vertu du présent article, ou tout renseignement s'y rapportant, il doit également publier les vues du gouvernement intéressé, si ce gouvernement en fait la demande. Si la décision du Comité n'est pas unanime, l'opinion de la minorité doit être exposée.

Article 13.

Application universelle

Les mesures visées au présent chapitre peuvent également, dans la mesure du possible, être prises par le Comité à l'égard d'Etats qui ne sont pas Parties au présent Protocole et à l'égard des territoires auxquels le présent Protocole ne s'applique pas en vertu de l'article 20.

CHAPITRE V.

CLAUSES FINALES

Article 14.

Mesures d'application

Les Parties s'engagent à prendre toutes mesures législatives, réglementaires ou administratives de nature à rendre pleinement effectives les dispositions du présent Protocole.

Article 15

Différends

1. Les Parties reconnaissent expressément que la Cour internationale de Justice est compétente pour régler les différends concernant le présent Protocole.

2. A moins que les Parties en cause ne décident d'un autre mode de règlement, tout différend qui viendrait à s'élever entre les Parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent Protocole sera soumis pour règlement à la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des Parties au différend.

Article 16.

Signature

Le présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, est ouvert jusqu'au 31 décembre 1953 à la signature de tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies et de tout Etat non membre invité, conformément aux instructions données par le Conseil, à participer aux travaux de la Conférence qui a établi le présent Protocole, et de tout autre Etat auquel le Secrétaire général, à la demande du Conseil, aura fait parvenir un exemplaire du présent Protocole.

Article 17.

Ratification

Le présent Protocole doit être ratifié. Les instruments de ratification doivent être déposés auprès du Secrétaire général.

Article 18.

Adhésion

Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de tout Etat non membre désigné à l'article 16, ou de tout autre Etat non membre auquel le Secrétaire général aura envoyé un exemplaire du présent Protocole à la demande du Conseil. Les instruments d'adhésion doivent être déposés auprès du Secrétaire général.

Article 19.

Dispositions transitoires

1. A titre transitoire, toute Partie peut, à condition d'avoir fait une déclaration expresse à cet effet au moment de sa signature ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, autoriser :

a) L'usage de l'opium sur l'un quelconque de ses territoires pour des besoins quasi médicaux ;

b) La production, l'importation ou l'exportation de l'opium pour de tels besoins en provenance ou à destination de tout Etat ou territoire désigné au moment de la déclaration prévue ci-dessus, à condition *

i) Que l'usage, l'importation ou l'exportation de l'opium pour ces besoins aient été à la date du 1^{er} janvier 1950 traditionnel sur le territoire pour lequel la déclaration est faite et qu'ils aient été autorisés à cette date ;

ii) Qu'aucune exportation ne soit autorisée vers un Etat qui n'est pas partie au présent Protocole ;

iii) Que la Partie s'engage à abolir, dans un délai déterminé qui doit être stipulé par elle au moment de la déclaration et qui ne doit en aucun cas dépasser quinze ans après la date de la mise en vigueur du présent Protocole, l'usage, la production, l'importation et l'exportation de l'opium pour des besoins quasi médicaux.

2. Toute Partie qui a fait une déclaration conformément au paragraphe 1 du présent article est autorisée, dans le délai visé au point iii de l'alinéa b dudit paragraphe, à détenir chaque année, en plus des stocks maximums prévus à l'article 5, des stocks égaux aux quantités consommées pour des besoins quasi médicaux au cours des deux années qui précèdent.

* Note du Secrétariat; Il y a lieu de mettre à la ligne les mots «à condition» puisqu'ils s'appliquent à la fois à l'alinéa a) et à l'alinéa b) Cependant comme cette erreur s'était produite dans l'exemplaire signé du Protocole, aucune modification n'a été apportée au texte dans la présente édition du Protocole.

3. Toute Partie peut également, à titre transitoire et à condition d'avoir fait une déclaration expresse à cet effet au moment de sa signature ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, permettre de fumer l'opium aux opiomanes âgés au moins de vingt et un ans qui ont été immatriculés à cet effet au 30 septembre 1953 par les autorités compétentes, sous réserve qu'à la date du 1^{er} janvier 1950, l'usage de fumer l'opium ait été autorisé par la Partie intéressée.

4. Toute Partie qui fait usage des dispositions transitoires prévues au présent article doit :

a) Inclure dans le rapport annuel qu'elle doit adresser au Secrétaire général, conformément à l'article 10, un exposé des progrès accomplis au cours de l'année précédente en vue de rendre effective l'abolition de l'usage, de la production, de l'importation ou de l'exportation de l'opium pour des besoins quasi médicaux et de l'opium à fumer ;

b) Présenter séparément, en ce qui concerne l'opium utilisé, importé, exporté et détenu pour les besoins quasi médicaux, et pour l'opium détenu ou utilisé pour être fumé, telles évaluations et statistiques qui doivent être fournies aux termes des articles 8 et 9 du présent Protocole.

5. a) Si une Partie qui invoque les dispositions transitoires du présent article ne fournit pas :

i) Le rapport visé à l'alinéa a du paragraphe 4 dans les six mois suivant l'expiration de l'année à laquelle se rapportent les renseignements qu'il contient, ;

ii) Les statistiques visées à l'alinéa b du paragraphe 4, dans les trois mois suivant la date à laquelle elles doivent être fournies conformément à l'article 9.

iii) Les évaluations visées à l'alinéa b du paragraphe 4, dans les trois mois suivant la date fixée à ce sujet par le Comité, conformément à l'article 8, le Comité ou le Secrétaire général selon le cas, doit adresser à la Partie intéressée une communication indiquant son retard, et lui demander de fournir ces renseignements dans les trois mois qui suivent la réception de cette communication.

b) Si une Partie ne se conforme pas, dans le délai indiqué cidessus, à la demande du Comité ou du Secrétaire général, les dispositions transitoires autorisées par cet article ne doivent plus, à l'expiration de ce délai, s'appliquer à cette Partie.

Article 20.

Clause d'application territoriale

Le présent Protocole s'applique à tous les territoires non autonomes, sous tutelle, coloniaux et autres territoires non métropolitains qu'une Partie représente sur le plan international, sauf là où le consentement préalable d'un territoire non métropolitain est nécessaire soit en vertu de la constitution de la Partie ou du territoire non métropolitain, soit en raison de l'usage. Dans ce cas, la Partie doit s'efforcer d'obtenir dans le plus bref délai le consentement du territoire non métropolitain qui est nécessaire et, lorsque ce consentement a été obtenu, la Partie doit le notifier au Secrétaire général. Dès la date de la réception par le Secrétaire général de cette notification, le présent Protocole s'applique au territoire ou aux territoires désignés par celle-ci. Dans les cas où le consentement préalable du territoire non métropolitain n'est pas nécessaire, la Partie intéressée doit au moment de la signature ou de la ratification du présent Protocole, ou encore de l'adhésion au présent Protocole, déclarer le ou les territoires non métropolitains auxquels le présent Protocole s'applique.

Article 21.

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra le jour du dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion d'au moins vingt-cinq Etats, dont au moins trois des Etats producteurs indiqués à l'alinéa a du paragraphe 2 de l'article 6 et au moins trois des Etats fabricants ci-après : République fédérale d'Allemagne, Belgique, États-Unis d'Amérique, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suisse.

2. Pour tout Etat qui dépose l'instrument de ratification ou d'adhésion postérieurement au dépôt des instruments nécessaires à l'entrée en vigueur du présent Protocole conformément au paragraphe 1 du présent article, le Protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date à laquelle l'Etat en question aura déposé cet instrument.

Article 22

Revision

1. Toute Partie peut, à tout moment, demander la revision du présent Protocole, par une notification adressée au Secrétaire général.

2. Le Conseil, après avoir consulté la Commission, doit recommander les mesures à prendre à la suite de cette demande.

Article 23

Dénonciation

1. A l'expiration d'une période de cinq années à compter de l'entrée en vigueur du présent Protocole, chaque Partie pourra, par le dépôt auprès du Secrétaire général d'un instrument écrit, dénoncer le présent Protocole.

2. La dénonciation visée au paragraphe 1 du présent article prend effet le 1er janvier de la première année qui suit la date à laquelle cette dénonciation a été reçue par le Secrétaire général.

Article 24

Expiration

Le présent Protocole cesse d'être en vigueur si, par suite de dénonciations notifiées en application de l'article 23, la liste des Parties n'est plus conforme à toutes les conditions établies à l'article 21.

Article 25

Réserves

Exception faite pour ce qui est expressément prévu à l'article 19 relativement aux déclarations permises par cet article, et dans la mesure où le permet l'article 20 en ce qui concerne l'application territoriale, aucune Partie n'a le droit de formuler de réserve relativement à l'une quelconque des dispositions du présent Protocole.

Article 26.

Notifications du Secrétaire général

Le Secrétaire général notifie à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux autres Etats visés aux articles 16 et 18:

a) Les signatures apposées au présent Protocole à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur l'opium et le dépôt des instruments de ratification et d'adhésion conformément aux articles 16, 17 et 18;

b) Tout territoire qui conformément à l'article 20, a été porté par l'Etat qui le représente sur le plan international, sur la liste des territoires auxquels s'applique le présent Protocole;—

c) La date à laquelle le présent protocole entre en vigueur conformément à l'article 21;

d) Les déclarations et les notifications faites conformément aux dispositions transitoires prévues à l'article 19, les dates auxquelles elles prennent fin et cessent d'avoir effet;

e) Les dénonciations faites conformément à l'article 23;

f) Les demandes de revision du présent protocole présentées conformément à l'article 22;

g) La date à partir de laquelle le présent protocole cesse d'être en vigueur conformément à l'article 24.

Le présent protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe feront également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettra une copie certifiée conforme dudit protocole à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et à tous les autres Etats visés aux articles 16 et 18 du protocole.

EN FOI DE QUOI, les soussignés dûment autorisés, ont signé le présent protocole en un exemplaire unique, au nom de leurs gouvernements respectifs.

FAIT à New-York, le vingt-trois juin mil neuf cent cinquante-trois.

Πρωτόκολλον ἀφορῶν τὸν περιορισμὸν καὶ τὸν διακανονισμὸν τῆς καλλιεργείας τῆς ὑπνοφόρου μήκωνος, τὴν παραγωγὴν, τὸ διεθνὲς καὶ χονδρικὸν ἐμπόριον καὶ τὴν χρῆσιν τοῦ ὀπίου.

ΠΡΟΛΟΓΟΣ

Ἀποφασισμένοι ὅπως συνεχίσωσι τὰς προσπάθειάς των διὰ τὴν καταπολέμησιν τῆς τοξικομανίας καὶ τοῦ παρανόμου ἐμπορίου ναρκωτικῶν οὐσιῶν καὶ ἔχοντες ἐπίγνωσιν ὅτι, αἱ προσπάθειαι αὗται εἶναι δυνατόν νὰ συντελέσωσιν εἰς τὴν ἐπίτευξιν τοῦ σκοποῦ των μόνον διὰ στενῆς συνεργασίας μεταξὺ ἀπάντων τῶν Κρατῶν.

Ἀναμνησκόμενοι ὅτι διὰ τῆς διεθνούς διαδικασίας κατεβλήθησαν προσπάθειαι διὰ τὴν πραγματοποίησιν ἀποτελεσματικοῦ τινος συστήματος ἐλέγχου τῶν ναρκωτικῶν καὶ παρακινούμενοι ἐκ τῆς ἐπιθυμίας των ὅπως ἐνισχύσουν τὸν ἔλεγχον τοῦτον τόσον ἐπὶ τοῦ Ἐθνικοῦ ὅσον καὶ ἐπὶ τοῦ διεθνούς ἐπιπέδου.

ἔχοντες ἐν τούτοις ὑπ' ὄψιν ὅτι εἶναι ἀπαραίτητος ὁ περιορισμὸς δι' ἱατρικὰς καὶ ἐπιστημονικὰς ἀνάγκας καὶ ὁ διακανονισμὸς τῆς παραγωγῆς τῶν ἀκατεργάστων ὑλῶν ἐξ ὧν παράγονται τὰ φυσικὰ ναρκωτικὰ φάρμακα καὶ διαπιστοῦντες ὅτι τὰ πλέον ἐπείγοντα προβλήματα εἶναι τὰ τοῦ ἐλέγχου τῆς καλλιεργείας τῆς μήκωνος καὶ τῆς παραγωγῆς τοῦ ὀπίου.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη ἀποφασίσαντα ὅπως συνάψουν πρωτόκολλον διὰ τοὺς σκοποὺς τούτους συνεφώνησαν ὡς ἑπεται :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

Ὁρισμοὶ

Ἄρθρον 1.

Ἐκτὸς ὁσάκις ρητῶς ἢ σιωπηρῶς καθορίζονται οἱ κάτωθι ὅρισμοὶ θὰ ἔχουσιν ἐφαρμογὴν ἐπὶ τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου.

Διὰ τοῦ ὅρου «Σύμβασις 1925» νοεῖται ἡ Διεθνὴς Σύμβασις ὀπίου ὑπογραφείσα εἰς Γενεύην τὴν 19ην Φεβρουαρίου 1925, ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ πρωτοκόλλου τῆς 11ης Δεκεμβρίου 1946.

Διὰ τοῦ ὅρου «Σύμβασις 1931» νοεῖται ἡ Σύμβασις διὰ τὸν περιορισμὸν τῆς παρασκευῆς καὶ τὴν ρύθμισιν τῆς κατανομῆς τῶν ναρκωτικῶν φαρμάκων ἢ ὁποῖα ὑπεγράφη εἰς τὴν Γενεύην τὴν 13ην Ἰουλίου 1931, ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ πρωτοκόλλου τῆς 11ης Δεκεμβρίου 1946.

Διὰ τοῦ ὅρου «Ἐπιτροπὴ» νοεῖται ἡ Μόνιμος Κεντρικὴ Ἐπιτροπὴ ἢ ὁποῖα συνεστήθη βάσει τοῦ ἀρθροῦ 19 τῆς Συμβάσεως τοῦ 1925.

Διὰ τοῦ ὅρου «Ἐποπτικὸν Ὅργανον» νοεῖται τὸ ἐποπτικὸν ὄργανον τὸ ὁποῖον συνεστήθη βάσει τοῦ ἀρθροῦ 5 τῆς Συμβάσεως τοῦ 1931.

Διὰ τοῦ ὅρου «Ἐπιτροπὴ Ναρκωτικῶν» νοεῖται ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν ναρκωτικῶν φαρμάκων τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Διὰ τοῦ ὅρου «Συμβούλιον» νοεῖται τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Διὰ τοῦ ὅρου «Γενικὸς Γραμματεὺς» νοεῖται ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Διὰ τοῦ ὅρου «Μήκων» νοεῖται τὸ φυτὸν Papav Er Somniferum (Μήκων ἢ ὑπνοφόρος) καὶ οἰονδήποτε ἕτερον εἶδος Papaver τὸ ὁποῖον δύναται νὰ χρησιμοποιηθῇ διὰ τὴν παραγωγὴν ὀπίου.

Διὰ τοῦ ὅρου «Κωδία μήκωνος» νοεῖται πάντα τὰ μέρη τῆς μήκωνος μετὰ τὸν θερισμὸν (ἐξαιρέσει τῶν κόκκων) ἐκ τῶν ὁποίων δυνάμεθα νὰ παράγωμεν ναρκωτικὰ.

Διὰ τοῦ ὅρου «Ὅπιον» νοεῖται ὁ πεπηγμένος χυμὸς τῆς μήκωνος ὑπὸ οἰανδήποτε μορφήν, συμπεριλαμβανομένου τοῦ ἀκατεργάστου ὀπίου, τοῦ πρὸς ἱατρικὴν χρῆσιν ὀπίου καὶ τοῦ ἀκατεργάστου ὀπίου, ἀποκλειομένων τῶν γαληνικῶν παρασκευασμάτων.

Διὰ τοῦ ὅρου «Παραγωγὴ» νοεῖται ἡ καλλιέργεια τῆς μήκωνος ἐπὶ τῷ σκοπῷ συγκομιδῆς τοῦ ὀπίου.

Διὰ τοῦ ὅρου «Ἀποθέματα» νοεῖται τὸ συνολικὸν ποσὸν

ὀπίου τὸ ὁποῖον νομίμως φυλάσσεται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ὁρισμένης χώρας ἐξαιρέσει : (1) τοῦ ὀπίου ὑπερ διαθέτουσι οἱ λιανικῆς πωλήσεως φαρμακοποιοὶ καὶ τὰ ἱδρύματα ἢ τὰ ἀρμόδια πρόσωπα εἰς τὴν νόμιμον ἀσκήσιν θεραπευτικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν καθηκόντων καὶ (2) τοῦ ὀπίου, ὑπερ φυλάσσεται ἢ τελεῖ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας διὰ στρατιωτικοὺς σκοποὺς.

Διὰ τοῦ ὅρου «Ἐδάφος» νοεῖται πᾶν τμήμα ὁρισμένης χώρας τὸ ὁποῖον θεωρεῖται ὡς χωρισμένη ἐντότης διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ συστήματος τῶν πιστοποιητικῶν εἰσαγωγῆς καὶ τῶν ἀδειῶν ἐξαγωγῆς, τὸ ὁποῖον προβλέπεται ὑπὸ τῆς συμβάσεως τοῦ 1925.

Διὰ τοῦ ὅρου «Ἐξαγωγή» ἢ «Ἐισαγωγή» νοεῖται ὑπὸ τὰς ἀντιστοίχους αὐτῶν ἐννοίας ἡ ὕλητὴ μεταφορὰ ὀπίου ἐκ τινος χώρας εἰς ἕτεραν ἢ ἐκ τινος τμήματος τῆς χώρας εἰς ἕτερον τμήμα τῆς αὐτῆς χώρας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Διακανονισμὸς παραγωγῆς, ἐμπόριον καὶ χρησιμοποίησεως τοῦ ὀπίου.

Ἄρθρον 2.

Χρῆσις ὀπίου.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη δεόν ὅπως περιορίσουν τὴν χρῆσιν τοῦ ὀπίου ἀποκλειστικῶς καὶ μόνον διὰ ἱατρικὰς καὶ ἐπιστημονικὰς ἀνάγκας.

Ἄρθρον 3.

Ἐλεγχος ἐντὸς τῶν παραγωγῶν χωρῶν.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐλέγχου τῆς παραγωγῆς καὶ τῆς χρησιμοποίησεως τοῦ ὀπίου καὶ τοῦ ἐμπορίου τοῦ ὀπίου :

1) Ἐκάστη παραγωγὴ χώρα δεόν ὅπως ἰδρῶση, ἐὰν δὲν ἔχη ἤδη πράξει τοῦτο καὶ διατηρήσῃ ἕνα ἢ καὶ περισσώτερους Κρατικοὺς Εἰδικευμένους Ὄργανισμοὺς (ἐρετῆς ἐν τῷ ἀρθρῷ τοῦτο ἀναφερομένους ὡς ὁ Ὄργανισμὸς) διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων τὰ ὁποῖα ἀνατίθενται εἰς τοῦτον ἢ εἰς τοὺτους ἐν τῷ παρόντι ἀρθρῷ. Τὰ προβλεπόμενα εἰς τὰς παραγράφους 2 ἕως 6 τοῦ παρόντος ἀρθροῦ καθήκοντα δεόν ὅπως ἐκτελοῦνται ὑφ' ἐνὸς καὶ μόνου Ὄργανισμοῦ, ἐφ' ὅσον τὸ σύνταγμα τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους ἐπιτρέπει τοῦτο.

2) Ἡ παραγωγή δεόν ὅπως περιορισθῇ εἰς περιοχὰς ὑποδεικνυομένας ὑπὸ τοῦ Ὄργανισμοῦ ἢ ἐνδεχομένως ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Κυβερνητικῶν ἀρχῶν.

3) Ἡ παραγωγή θὰ ἐπιτρέπεται μόνον εἰς τοὺς καλλιεργητὰς τοὺς κερτιμένους ἀδείας παρὰ τοῦ Ὄργανισμοῦ ἢ ἐνδεχομένως ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Κυβερνητικῶν ἀρχῶν.

4) Ἐκάστη ἀδεῖα δεόν ὅπως καθορίσῃ τὴν ἐκτασιν τοῦ ἐδάφους ἐπὶ τοῦ ὁποῖου ἐπιτρέπεται ἡ καλλιέργεια τῆς μήκωνος.

5) Πᾶς καλλιεργητῆς τῆς μήκωνος δεόν ὅπως κληθῇ νὰ παραδώσῃ ὀλόκληρον τὴν συγκομιδὴν ὀπίου εἰς τὸν Ὄργανισμὸν.

Ὁ Ὄργανισμὸς δεόν ὅπως ἀγοράσῃ τὴν συγκομιδὴν καὶ λάβῃ πραγματικὴν κατοχὴν ταύτης εὐθὺς ὡς τοῦτο καταστή δυνατὸν.

6) Ὁ Ὄργανισμὸς ἢ ἐνδεχομένως αἱ ἀρμόδιαι Κυβερνητικαὶ ἀρχαὶ θὰ ἔχουσιν τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα εἰσαγωγῆς ἐξαγωγῆς καὶ χονδρικοῦ ἐμπορίου τοῦ ὀπίου καὶ θὰ φυλάττωσι ἀποθέματα ὀπίου πλὴν ἐκείνων τὰ ὁποῖα κατέχουν οἱ βιομηχανοὶ οἱ ὁποῖοι ἔχουσι τὴν ἀδειαν τῆς παρασκευῆς ἀλκαλοειδῶν ἐκ τοῦ ὀπίου.

7) Οὐδεμίαν διάταξιν τοῦ παρόντος ἀρθροῦ δὲν πρέπει νὰ θεωρηθῇ ὡς ἐπιτρέπουσα τὴν παρέκλισιν ἐκ τῶν ἤδη ἀναληφθεισῶν ὑποχρεώσεων ἢ ἐκ τῶν νόμων τῶν ἐκδιδωμένων ὑπὸ τινος συμβαλλομένου μέρους, συμφώνως πρὸς τὰς ὑφισταμένας ἐπὶ τοῦ ἐλέγχου τῆς καλλιεργείας τῆς μήκωνος Συμβάσεις.

Ἄρθρον 4.

Ἐλεγχος τῆς καλλιεργείας μήκωνος τῆς προοριζομένης

δια σκοπούς άλλοτριους προς την συγκομιδήν του όπιου.

Πάν συμβαλλόμενον μέρος το όποιον επιτρέπει την καλλιέργειαν και την χρησιμοποιήσιν της μήκωνος δια σκοπούς άλλους ή την παραγωγήν του όπιου είτε το μέρος τουτο άνεξαρτήτως έά· επιτρέπη την καλλιέργειαν του όπιου είτε όχι θέλει:

α) Έκδώση πάντα νόμον ή πάντα κανονισμόν αναγκαίον ίνα εξασφαλίση.

(ι) Όπως μη παράγεται όπιον από μήκωνας καλλιεργουμένους δια σκοπούς άλλοτριους προς την παραγωγήν όπιου και

(ιι) όπως ή παρασκευή ναρκωτικών ούσιών εκ κωιδιών μήκωνος έλέγχεται καταλλήλως

β) Όπως άνακοινοί εις τον Γενικόν Γραμματέα τα κείμενα παντός νόμου ή κανονισμού εκδιδόμενου προς τον σκοπόν αυτόν.

γ) Άνακοινοί κατ' έτος εις την επιτροπήν εις ήμερομηνία καθοριζομένην υπό αυτής στατιστικώς επί των πραγματοποίηθεισών εισαγωγών και έξαγωγών των κωιδιών της μήκωνος κατά το προηγούμενον έτος δι' ένα οιονδήποτε σκοπόν.

"Άρθρον 5.

Περιορισμός αποθεμάτων

Έπί τω σκοπώ όπως περιορισθή εις ιατρικάς και επιστημονικάς ανάγκας ή άνά τον κόσμον παραγομένη ποσότης όπιου.

1) Τα συμβαλλόμενα μέρη δέον όπως διακανονίσουν την παραγωγήν έξαγωγήν και εισαγωγήν όπιου κατά τοιοϋτον τρόπον ώστε τα κατεχόμενα υπό οιοϋδήποτε εκ των συμβαλλομένων μερών αποθέματα μη υπερβαίνουσι κατά την 31ην Δεκεμβρίου έκαστου έτους.

α) Διά πάσαν παραγωγόν χώραν αριθμουμένην εις το έδάφιον (α) 1 της παραγράφου 2 του άρθρου 6, ή έξαχθεισα εκ της χώρας ταύτης συνολική ποσότης όπιου, δια ιατρικούς και επιτημονικούς σκοπούς ως και του χρησιμοποιηθέντος εις το έσωτερικόν της χώρας ταύτης όπιου δια την παρασκευήν άλκαλοειδών εις διάστημα δύο έτων οιαδήποτε και εάν είναι ταϋτα επί του πλέον του ήμισους της συνολικής ποσότητος της χρησιμοποιηθείσης δια την παρασκευήν άλκαλοειδών και της έξαχθείσης τοιαύτης κατά την διάρκεια ένός οιοϋδήποτε έτέρου έτους κατ' έκλογήν του συμβαλλομένου μέρους υπό την επιφύλαξιν ότι τα έκλεγησόμενα έτη θα είναι μεταγενέστερα της 1ης Ιανουαρίου 1946.

Τό έν λόγω μέρος θα δικαιούται να όρίξη διαφόρους χρονικάς περιόδους δια τον υπολογισμόν των έξαχθεισών και χρησιμοποιηθεισών ποσοτήτων.

β) Διά πάν μέρος έτερον του προβλεπομένου εις το έδάφιον (α) της παρούσης παραγράφου το όποιον, έχον υπό ύψει τας διατάξεις των συμβάσεων του 1925 και 1931 έφ' όσον έχουσι εφαρμογήν εις το συμβαλλόμενον τουτο μέρος, επιτρέπει την παρασκευήν άλκαλοειδών, ήτοι των ποσοτήτων των αναγκαιουσών δια την χρονικήν περίοδον 2 έτων. Αί ανάγκαι αύται θέλουσι καθορισθή παρ' επιτροπής.

γ) Εις την περίπτωσιν οιοϋδήποτε έτέρου συμβαλλομένου μέρους την συνολικήν ποσότητα όπιου την καταναλωθεισαν κατά τα προηγούμενα 5 έτη.

2 (α) Έάν τις εκ των παραγωγών χωρών των προβλεπομένων εις το ύπεδάφιον (α) της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου, ήθελεν άποφάσιση όπως παύση παράγουςα όπιον προς έξαγωγήν και επιθυμή να διαγραφή εκ της κατηγορίας των παραγωγών χωρών την συσταθεισαν βάσει του έδαφίου (α) της παραγράφου 2 του άρθρου 6 όφειλει να άπευθύνη προς τουτο σχετικήν δήλωσιν εις την επιτροπήν κατά τον χρόνον καθ' όν έδει να πραγματοποιηθή ή προσεχής έτησία κοινοποίησις συμφώνως προς το έδάφιον (β) της παραγράφου 3 του παρόντος άρθρου. Άμα τή υποβολή της δηλώσεως ταύτης το ύπογράφων ταύτην μέρος δέν συμπεριλαμβάνεται πλέον μεταξύ των αναφερομένων εις το έδάφιον α) της παραγράφου 2 του άρθρου 6 Κρατών και δέν θα του επιτρέπεται να άποτελή μέρος τούτων εις το μέλλον.

Η επιτροπή άμα τή λήξει της δηλώσεως ταύτης θα εντάξη το ένδιαφερόμενον μέρος εις μίαν εκ των κατηγοριών των

προβλεπομένων εις τα έδάφια (β) ή (Γ) της παραγράφου 1 αναλόγως της περιπτώσεως, και θα άπευθύνη κοινοποιήσιν εις άπαντα τα έν τώ παρόντι προτοκόλλω συμβαλλόμενα λοιπά μέρη. Συμφώνως προς τους επιδιωκομένους σκοπούς του παρόντος πρωτοκόλλου οιαδήποτε άλλαγή κατηγορίας θέλει πραγματοποιηθή από της ήμερομηνίας της κοινοποίησεως της Έπιτροπής.—

β) Η διαδικασία ή καθοριζομένη εις το προηγούμενον έδάφιον (α) θα έχη εφαρμογήν εις οιαδήποτε δήλωσιν υποβληθεισαν υπό τινος μέρους το όποιον επιθυμεί να ενταχθή εκ της κατηγορίας της προβλεπομένης εις το έδάφιον (β) της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου εις την κατηγορίαν την προβλεπομένην εις το έδάφιον (γ) της αυτής παραγράφου έξυπακουόμενου, έν τούτοις, ότι εις την περίπτωσιν ταύτην το έν λόγω μέρος δύνανται ή και τανάπαλιν, κατόπιν αίτήσεως του, να επαναφερθή εις την κατηγορίαν εις ήν άνήκε προηγούμενως.

3. (α) Αί ποσότητες όπιου αί όριζόμεναι εις τα έδάφια (α) και (γ) της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου θέλουσι υπολογισθή βάσει των συνταχθεισών υπό της Έπιτροπής στατιστικών εις τας έτησίας αυτής εκθέσεις, συμπεριλαμβανομένων των στατιστικών δια την χρονικήν περίοδον την λήγουςαν την 31ην Δεκεμβρίου του προηγούμενου έτους ως αύται θέλουσι μεταγενεστέρας δημοσιευθή.

β) Πάν συμβαλλόμενον μέρος εις το όποιον έχουσι εφαρμογήν τα έδάφια (α) ή (β) της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου δέον όπως γνωστοποιή κατ' έτος εις την Έπιτροπήν αναλόγως της περιπτώσεως.

ι) Τας χρονικάς περιόδους τας όποιας έχει εκλέξει συμφώνως προς το έδάφιον (α) της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου ή

ιι) την ποσότητα όπιου την όποιαν τουτο επιθυμεί να θεωρηθή υπό της Έπιτροπής ως αντιπροσωπεύουσα τας κανονικάς αυτού ανάγκας προς εφαρμογήν του έδαφίου (β) της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου.

γ) Η προβλεπομένη εις το προηγούμενον έδάφιον κοινοποίησις όφειλει να περιέλθη εις την Έπιτροπήν το άργότερον την 1ην Αύγούστου του έτους του προηγηθέντος της ήμερομηνίας εις την όποιαν αναφέρεται ή κοινοποίησις αυτή.

δ) Έάν μέρος τι το όποιον είναι υποχρεωμένον να ύποβάλη κοινοποίησιν τινα εκ των προβλεπομένων εις το έδάφιον (β) της παρούσης παραγράφου άμελή εις το να πράξη τουτο εις την προβλεθεισαν ήμερομηνία ή Έπιτροπή όφειλει υπό την επιφύλαξιν των διατάξεων του κάτωθι έδαφίου, να υιοθετήση τα στοιχειά τα περιλαμβανόμενα εις την τελευταίαν σχετικήν δήλωσιν του περι οϋ πρόκειται συμβαλλομένου μέρους. Έάν ή Έπιτροπή δέν λάβη σχετικήν δήλωσιν παρὰ του έν λόγω μέρους όφειλει, αναλόγως της περιπτώσεως, και άνευ περαιτέρω συσκέψεως μετά του συμβαλλομένου μέρους, αλλά άφου μελετήση δέοντως τας άνα χείρας πληροφορίας, τους σκοπούς του παρόντος πρωτοκόλλου και τα συμφέροντα του ρηθέντος συμβαλλομένου μέρους.

ι) Να εκλέξη τας χρονικάς περιόδους τας προβλεπομένας εις το έδάφιον (α) της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου ή

ιι) να καθορίση την ποσότητα την αντιπροσωπεύουσαν τας κανονικάς ανάγκας τας προβλεπομένας εις το έδάφιον (β) της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου.

ε) Εις περίπτωσιν καθ' ήν ή Έπιτροπή ήθελε λάβη δήλωσιν τινα εις ήμερομηνία μεταγενεστέραν της όριζομένης εις το έδάφιον (γ) της παρούσης παραγράφου τοιαύτης, δύναται να θεωρήση ταύτην ως ληφθεισαν έν δέοντι χρόνω.

στ) Η Έπιτροπή θα γνωστοποιή έτησίως :

ι) Εις έκαστον συμβαλλόμενον μέρος προβλεπόμενον εις το έδάφιον (α) της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου ποία είναι τα έτη εις ά αναφέρεται τις άτινα έξελέγησαν συμφώνως προς το ως άνω έδάφιον ή προς τα έδάφια (δ) και (ε) της παραγράφου 3 του παρόντος άρθρου.

ιι) Εις έκαστον συμβαλλόμενον μέρος προβλεπόμενον

εις τὸ ἐδάφιον (β) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου τὴν ποσότητα τοῦ ὀπίου, τὴν ὁποίαν συμφώνως πρὸς τὸ ἐδάφιον τοῦτο θεωρεῖ ὡς ἀντιπροσωπεύουσαν τὰς κανονικὰς ἀνάγκας τοῦ ἐν λόγῳ Μέρους.

ζ) Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ διαβιβάσῃ τὴν γνωστοποίησιν τὴν προβλεπόμενην εἰς τὸ ἐδάφιον (στ) τῆς παρούσης παραγράφου οὐχὶ ἀργότερον τῆς 15ης Δεκεμβρίου τοῦ ἔτους τοῦ προηγηθέντος τῆς ἡμερομηνίας εἰς τὴν ὁποίαν ἀναφέρονται τὰ περιεχόμενα εἰς ταύτην στοιχεῖα.

4. α) Ὅσον ἀφορᾷ τὰ Κράτη τὰ ὁποῖα συγκαταλέγονται μετὰξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν τοῦτο τίθεται ἐν ἰσχύϊ αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ ἔχουσι ἐφαρμογὴν ἀπὸ τῆς 31ης Δεκεμβρίου τοῦ ἔτους τοῦ ὁποῖον ἐπιτετατοῦ ἔτους κατὰ τὸ ὁποῖον τὸ πρωτόκολλον ἔχει τεθῆ ἐν ἰσχύϊ.

β) Ὅσον ἀφορᾷ οἰονδήποτε ἕτερον Κράτος αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς 31ης Δεκεμβρίου τοῦ ἔτους, τὸ ὁποῖον ἐπιτετατοῦ ἔτους κατὰ τὸ ὁποῖον τὸ Κράτος τοῦτο ἀπέβη μέρος τοῦ πρωτοκόλλου.

5. α) Ἐφ' ὅσον ἡ Ἐπιτροπὴ ἤθελε θεωρήσῃ τὰς περιστάσεις ἑξαιρητικὰς, δύναται ὑπὸ καθορισθησομένους ὑπ' αὐτῆς ὅρους καὶ ὑπὸ καθορισθησομένην ὑπ' αὐτῆς χρονικὴν περίοδον νὰ ἀπαλλάξῃ ἐν τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἀπὸ τοῦ νὰ τηρήσῃ τὰς ὑποχρεώσεις τὰς προβλεπόμενας ὑπὸ τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὡς πρὸς τὸ ἀνώτατον ὄριον ἀποθεμάτων ὀπίου.

β) Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου εἰς τινὰ παραγωγὴν χώραν προβλεπομένην εἰς τὸ ἐδάφιον (α) τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 6, διαθέτει ἀποθέματα ὀπίου ὑπερβαίνοντα τὸ ἀνώτατον ὄριον τὸ ἐπιτρεπόμενον ὑπὸ τοῦ ἐδαφίου (α) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ Ἐπιτροπὴ κατὰ τὴν κρίσιν αὐτῆς δέον ὅπως λάβῃ ὑπ' ὄψιν τῆς ταύτης τὴν κατάστασιν τῶν πραγμάτων ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως ἀποτρέψῃ τὸ ἐν λόγῳ Κράτος ἐκ τοῦ νὰ περιέλθῃ εἰς οἰκονομικὰς δυσχερείας αἱ ὁποῖαι θὰ προέκυπτον λόγῳ τῆς λίαν ἀποτόμου ἐλαττώσεως τῶν ἀποθεμάτων ὀπίου εἰς τὸ Ἄνωτατον ὄριον τὸ προβλεπόμενον ὑπὸ τοῦ ἐδαφίου (α) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 6.

Διεθνὲς ἐμπόριον ὀπίου.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται ὅπως περιορίσουν τὴν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν ὀπίου ἀποκλειστικῶς καὶ μόνον δι' ἱατρικὰς καὶ ἐπιστημονικὰς ἀνάγκας.

2. α) Ἄνευ παραβιάσεως τοῦ ἄρθρου 6, παράγραφος 2, τὰ συμβαλλόμενα Μέρη δέον νὰ μὴ ἐπιτρέψωσι τὴν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν ὀπίου, πλην ἐκείνου τοῦ ὁποῖου παράγεται εἰς οἰκονομικὰς τῶν κάτωθι χωρῶν, αἱ ὁποῖαι κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐφαρμογῆς τῆς ἐν λόγῳ εἰσαγωγῆς ἢ ἐξαγωγῆς θὰ ἀποτελοῦν μέλη τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου.

Βουλγαρία

Ἑλλάς

Ἰνδία

Ἰρὰν

Τουρκία.

Ἐνωσις Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν.

Γιουγκοσλαβία.

β) Τὰ συμβαλλόμενα μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ μὴ ἐπιτρέπουσι τὴν εἰσαγωγὴν ὀπίου προερχομένου ἐξ οἰαδήποτε χώρας ἢ ὁποῖα δὲν ἀποτελεῖ μέρος τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου.

3. Ἐπιφυλασσομένην τῶν Διατάξεων τοῦ ἐδαφίου (α) τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου πᾶν συμβαλλόμενον μέρος δύναται νὰ ἐπιτρέψῃ ἀποκλειστικῶς καὶ μόνον διὰ τὴν εἰς τὸ ἐσωτερικὸν αὐτοῦ κατανάλωσιν, εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας του, ποσότητας ὀπίου παραχθέντος εἰς τινὰ ἐκ τῶν ἐδαφῶν τούτων μὴ ὑπερβαίνουσαν τὰς δι' ἐν ἔτος ἀνάγκας του.

4. Τὰ συμβαλλόμενα μέρη δέον ὅπως ἐφαρμόσουσιν ὡς

πρὸς τὴν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν ὀπίου τὸ σύστημα τῶν πιστοποιητικῶν εἰσαγωγῆς καὶ τῶν ἀδειῶν ἐξαγωγῆς, τὸ ὁποῖον προβλέπεται ὑπὸ τοῦ κεφαλαίου V τῆς Συμβάσεως τοῦ 1925 ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι δὲν θὰ δύναται νὰ τύχῃ ἐφαρμογῆς τὸ 18ον ἄρθρον αὐτῆς.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ δύνανται ἐν τούτοις νὰ ἐπιβάλλουσι εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς εἰσαγωγὰς καὶ ἐξαγωγὰς ὀπίου ὅρους πλέον περιοριστικὰς ἐκείνων οἱ ὁποῖοι προβλέπονται ἐν τῷ Κεφαλαίῳ V τῆς Συμβάσεως τοῦ 1925.

Ἄρθρον 7.

Λιθέσις κατεργημένου ὀπίου.

1. Ἐκτός ἐὰν ἄλλως ὀρίζεται ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ, ἔκταται αἱ κατασχόμεναι ποσότητες ὀπίου κατὰ τὴν διέλευσιν διεξαγωγῆς παρανόμου ἐμπορίου θὰ καταστρέφονται.

2. Πᾶν μέρος ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ προβῇ εἰς τὴν ὑπὸ τὸν ἐλεγχόν του, μετατροπὴν ἐν συνόλῳ ἢ ἐν μέρει, εἰς μὴ ναρκωτικὰς οὐσίας τῶν περιεχομένων εἰς τὸ κατασχθέν ὀπιον ναρκωτικῶν, ἢ ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ διαθέσῃ, ἐν συνόλῳ ἢ ἐν μέρει τὸ ὀπιον τοῦτο καὶ τὰ ἐξ αὐτοῦ δυνάμενα νὰ ἐξαχθοῦν ἀλκαλοειδῆ, εἰς τοιαύτας χρήσεις ἱατρικῆς ἢ ἐπιστημονικῆς φύσεως δυναμένης νὰ γίνουσι ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ἢ ὑπὸ τὸν ἐλεγχόν αὐτῆς.

3. Πᾶσα παραγωγὴς χώρα ἀναγκαζομένη εἰς τὸ ἐδάφιον (α) τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 6 ἢ ὁποῖα ἀποτελεῖ μέρος τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου δύναται νὰ καταναλώσῃ καὶ νὰ ἐξαγάγῃ τὸ κατασχθέν ἐντὸς αὐτῆς ὀπιον ἢ τὰ ἐξ αὐτοῦ παρασκευαζόμενα ἀλκαλοειδῆ.

4. Ἡ κατηρημένη ποσότης ὀπίου ἢ ὁποῖα δύναται νὰ ἐξακριβωθῇ ὅτι ἔχει κλαπῆ ἐκ τινος Κρατικῆς ἢ νομίμου ἀποθήκης δύναται νὰ ἀποδοθῇ εἰς τὸν κύριον αὐτῆς.

5. Πᾶν συμβαλλόμενον μέρος τὸ ὁποῖον δὲν ἐπιτρέπει ἐπὶ τοῦ ἐδαφους του οὕτε τὴν παραγωγὴν ὀπίου οὕτε τὴν παρασκευὴν ἀλκολοειδῶν ὀπίου, δύναται εὐθὺς ὡς λάβῃ τὰς τῆς Ἐπιτροπῆς τὴν ἀδειαν ὅπως ἐξαγάγῃ εἰς τὸ ἕταρον συμβαλλόμενον μέρος τὸ ὁποῖον παρασκευάζει ἀλκαλοειδῆ ὀπίου, καθορισμένην τινὰ ποσότητα ὀπίου κατασχθέντων ὑπ' αὐτῶν τούτων τῶν ἀρχῶν εἰς ἀντάλλαγμα ἀλκαλοειδῶν ὀπίου ἢ φαρμάκων περιεχόντων ἀλκαλοειδῆ ὀπίου ἢ εἰσέτι ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως παραγάγῃ τὰ ἀλκαλοειδῆ ταῦτα πρὸς ἴδιαν ἱατρικὴν καὶ ἐπιστημονικὴν αὐτοῦ χρῆσιν.

Ἡ οὕτω ἐξαγομένη ποσότης ὀπίου δι' ἐν ὀρισμένον ἔτος δὲν πρέπει νὰ ὑπερβαίνῃ τὴν εἰς ὅπιον ποσότητα τὴν ἀντιστοιχοῦσαν εἰς τὰς ἑτησίας ἀνάγκας τοῦ ἐξαγομένου συμβαλλόμενου μέρους ὑπὸ μορφήν τόσον ἱατρικοῦ ὀπίου, ὅσον καὶ φαρμάκων περιεχόντων ὀπιον ἢ ἀλκαλοειδῶν προερχομένων ἐξ αὐτοῦ πᾶν δὲ πλεόνασμα θὰ καταστρέφεται.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ

Παροχὴ πληροφοριῶν ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων.

Ἄρθρον 8.

Ἐκτιμήσεις.

1. Κατὰ τρόπον ἀνάλογον πρὸς τὸν προβλεπόμενον ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τοῦ 1931 ἀδιὰ τὰ φάρμακα ἕκαστον μέρος ὑποχρεοῦται ὅπως ἀποστέλῃ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἐκτιμήσεις διὰ τὸ ἐπόμενο ἐτος ἀφορώσας ἐν ἕκαστον τῶν ἐδαφῶν του ἐμφαινούσας :

α) Τὴν ποσότητα τοῦ ὀπίου τὴν ἀναγκαζοῦσαν ἵνα χρησιμοποιηθῇ ὡς τοιαύτη διὰ τὰς ἐπιστημονικὰς καὶ ἱατρικὰς ἀνάγκας, συμπεριλαμβανομένης τῆς ποσότητος τῆς ἀναγκαζοῦσης διὰ τὴν βιομηχανοποίησιν σκευασμάτων ἐξαγομένων βάσει τοῦ ἄρθρου 8 τῆς Συμβάσεως τοῦ 1925.

β) Τὴν ποσότητα τοῦ ὀπίου τὴν ἀναγκαζοῦσαν διὰ τὴν παρασκευὴν ἀλκαλοειδῶν.

γ) Τὰ ἀποθέματα ἄτινα συμφώνως ταῖς διατάξεσι τοῦ ἄρθρου 5 προτίθεται νὰ διατηρήσῃ καὶ τὴν ποσότητα τοῦ ὀπίου ἧτις θὰ εἶναι ἀπαραίτητον νὰ προστεθῇ ἢ ν' ἀφαιρεθῇ ἐκ τῶν ὑφισταμένων ἀποθεμάτων ἵνα ταῦτα ἀνέλθωσιν εἰς τὸ ἐπιθυμητὸν ἐπίπεδον.

δ) Τὰς ποσότητας ὀπίου τὰς ὁποίας προτίθεται ἢ νὰ προσθέσῃ εἰς τὰ ἀποθέματα τὰ ὁποῖα πιθανὸν θὰ ἔχῃ συστήσει διὰ στρατιωτικούς σκοπούς, ἢ ἄτινας προτίθεται ν' ἀφαιρέσῃ ἵνα τὰς διαθέσῃ εἰς τὸ νόμιμον ἐμπόριον.

2. Διὰ τοῦ συνόλου τῶν ἐκτιμήσεων δι' ἐκάστην χώραν ἢ ἔδαφος νοεῖται τὸ σύνολον τῶν ποσοτήτων τῶν ἀναγραφόμενων ἐν τοῖς ἔδαφοις (α) καὶ (β) τῆς προηγούμενης παραγράφου, σὺν τῇ ἀναγκαίᾳ ποσότητι ἵνα τὰ ἐν τοῖς ἔδαφοις (γ) καὶ (δ) τῆς αὐτῆς παραγράφου προβλεπόμενα ἀποθέματα ἀνέλθωσιν εἰς τὸ ἐπιθυμητὸν ἐπίπεδον, ἢ μετὰ ἀφαιρέσιν οἰασθῆποτε ποσότητος ἧτις θὰ ὑπερέβαινε τὸ ἐπιθυμητὸν τοῦτο ἐπίπεδον. Αἱ περὶ ὧν πρόκειται προστιθέμεναι ἢ ἀφαιρούμεναι ποσότητες δὲν θὰ λαμβάνονται ἐν τούτοις ὑπ' ὄψιν, εἰμὴ μόνον εἰς περιπτώσιν καθ' ἣν τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη θὰ ἔχωσι διαβιβάσει ἐμπυρθέσμως εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τὰς ἀναγκαίουσας ἐκτιμήσεις.

3. Ἐκαστον Συμβ. Μέρος τὸ ὁποῖον ἐπιτρέπει τὴν παραγωγὴν τοῦ ὀπίου, δέον νὰ ἀποστέλλῃ κατ' ἔτος εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν δι' ἕκαστον τῶν ἔδαφῶν του ἕνα κατὰ τὸ δυνατόν ἀκριβῆ ὑπολογισμὸν τῆς ἐκτάσεως (εἰς ἐκτάρια) εἰς ἣν προτίθεται νὰ καλλιέργησεν μήκωνα διὰ τὴν παραγωγὴν ὀπίου καθὼς καὶ ὑπολογισμὸν κατὰ προσέγγισιν τῆς ποσότητος τοῦ ὀπίου ἧτις θὰ παραχθῆ βασιζομένου ἐπὶ τῆς μέσης ἀποδόσεως εἰς ὄπιον τῶν προηγούμενων πέντε ἐτῶν. Ἐὰν ἡ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον καλλιέργεια τῆς μήκωνος ἐπιτρέπεται εἰς περισσοτέρας τῆς μιᾶς περιοχάς, αἱ πληροφορίαι αὗται δέον νὰ παρέχονται κεχωρισμένως δι' ἐκάστην τοιαύτην περιοχὴν.

4. α) Οἱ εἰς τὰς παραγράφους 1 καὶ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπόμεναι ἐκτιμήσεις δέον νὰ καταρτίζονται συμφώνως πρὸς τὸν τύπον τὸν καθοριζόμενον ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρὸν ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς.

β) Ἐκάστη ἐκτίμησις δέον νὰ ὑποβάλλεται εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν κατὰ τὴν ὑπ' αὐτοῦ καθορισθεῖσαν ἡμερομηνίαν. Ἡ ὀρισθεῖσα ἡμερομηνία δύναται νὰ εἶναι διαφορετικὴ διὰ τοὺς ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπόμενους πίνακας καθὼς καὶ διὰ τοὺς προβλεπόμενους ἐν τῇ παραγράφῳ 3 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου, τοιοῦτους.

Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται ἐπίσης, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὰς διαφόρους ἐποχὰς καθ' ἃς λαμβάνει χώραν ἢ συγκομιδὴν νὰ ὀρίσῃ διαφορετικὰς ἡμερομηνίας διὰ τὴν παρὰ τῶν συμβαλλομένων μερῶν ὑποβολὴν τῶν προβλεπόμενων ἐν τῇ παραγράφῳ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐκτιμήσεων.

5. Ἐκάστη ἐκτίμησις δέον νὰ συνδεύηται ὑπὸ ἐκθέσεώς τινος ἐπὶ τῆς μεθόδου ἧτις ἐχρησιμοποιήθη διὰ τὸν καταρτισμὸν αὐτῆς καὶ τὸν ὑπολογισμὸν τῶν ἐν αὐτῇ ἀναγραφόμενων διαφορῶν ποσοτήτων.

6. Τὰ Μέρη δύναται νὰ καταρτίζουσι συμπληρωματικὰς ἐκτιμήσεις διὰ τῶν ὁποίων θὰ αὐξάνουν ἢ θὰ μειώνουν τὰς ἀρχικὰς ἐκτιμήσεις.

Αἱ ἐν λόγῳ ἐκτιμήσεις δέον νὰ ἀποστέλλωνται ἄνευ καθυστερήσεως εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ὁμοῦ μετ' ἐξηγήσεως τῶν λόγων τῶν ἐπελθουσῶν ἀλλαγῶν.

Ἐξαιρέσει τοῦ ἔδαφου (β) τῆς παρ. 4 καὶ παρ. 9 αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου τούτου ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν συμπληρωματικῶν τούτων ἐκτιμήσεων.

7. Αἱ ἐκτιμήσεις δέον νὰ ἐξετάζονται ὑπὸ τοῦ Ἐποπτικοῦ Ὁργάνου τὸ ὁποῖον δύναται νὰ ζητήσῃ οἰασθῆποτε συμπληρωματικὰς πληροφορίας ἵνα συμπληρώσῃ ἐκτίμησιν τινὰ ἵνα ἐξηγήσῃ πᾶσαν ἀναφανομένην ἐν αὐτῇ ἐνδείξιν καὶ τῇ συγκαταθέσει τῆς ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως δύναται νὰ τροποποιήσῃ τὰς ἐκτιμήσεις ταύτας.

8. Ἡ Ἐπιτροπὴ δέον νὰ ζητήσῃ διὰ τὰς χώρας ἢ ἔδαφον ἐπὶ τῶν ὁποίων τὸ Πρωτοκόλλον τοῦτο δὲν ἔχει ἐφαρμογὴν, ἐκτιμήσεις καταρτισθείσας συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

9. Ἐὰν τοιαῦται ἐκτιμήσεις ἀφορῶσαι οἰανδῆποτε χώραν ἢ ἔδαφος δὲν περιέλθωσιν εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν κατὰ τὴν ἐν τῷ ἔδαφῳ β παρ. 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὀρισθεῖσαν ὑπ' αὐτῆς ἡμερομηνίαν, τὸ Ἐποπτικὸν Ὁρῶν δέον νὰ καταρτίσῃ τοιαύτας ἐκτιμήσεις κατὰ τὸ δυνατόν.

10. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δέον νὰ μὴ ὑπερβαίνουν τὰς ἐν τῇ παρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπόμενας ἐκτιμήσεις συμπληρωματικῶν τῶν καθορισθεισῶν ὑπὸ τοῦ Ἐποπτικοῦ Ὁργάνου τοιοῦτων συμφώνως τῇ παραγράφῳ 9 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐφ' ὅσον αὗται δὲν τροποποιηθῶν ἐνδεχομένως ὑπὸ συμπληρωματικῶν ἐκτιμήσεων.

11. Ἐὰν ἐκ τῶν πινάκων εἰσαγωγῶν καὶ ἐξαγωγῶν τῶν υποβληθέντων εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν δυνάμει τοῦ ἄρθρου 9 τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἢ τοῦ ἄρθρου 22 τῆς Συμβάσεως τοῦ 1925, προκύπτῃ ὅτι ἡ ἐξαχθεῖσα ποσότης ὀπίου εἰς τινὰ χώραν ἢ οἰανδῆποτε ἔδαφος ὑπερβαίη τὸ σύνολον τῶν ὀρισθεισῶν διὰ τὴν χώραν ταύτην ἢ διὰ τὸ ἔδαφος τοῦτο ἐκτιμήσεων ὡς καθορίζονται αὗται ἐν τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ ἄρθρου τούτου αὐξήσαντος τοῦ συνόλου κατὰ τὰς διαπιστωθείσας ὡς ἐξαχθεῖσας ποσότητας ἢ Ἐπιτροπὴ δέον ὅπως καταστήσῃ τοῦτο ἀμέσως γνωστὸν εἰς πάντα τὰ Μέρη. Τὰ Μέρη κατὰ τὸ ἐν λόγῳ τρέχον ἔτος οὐδεμίαν θὰ δύναται πλέον νὰ ἐπιτρέπουσι νέαν ἐξαγωγὴν εἰς τὴν χώραν ταύτην ἢ τὸ ἔδαφος ἐκτός :

α) Εἰς περιπτώσιν καθ' ἣν ὑποβληθῇ διὰ τὴν χώραν ταύτην ἢ ἔδαφος συμπληρωματικὴ τις ἐκτίμησις ἀφορῶσα τὸσον τὴν ποσότητα τὴν εἰσαχθεῖσαν καθ' ὑπέρβασιν ὅσον καὶ τὴν συμπληρωματικὴν ἀπαιτουμένην τοιαύτην ἢ

β) εἰς Ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις καθ' ἃς ἡ ἐξαγωγὴ, κατὰ τὴν γνώμην τοῦ ἐξάγοντος Συμβαλλομένου Μέρους, εἶναι ἀπαραίτητος δι' ἀνθρωπιστικούς σκοποὺς ἢ διὰ τὴν θεραπείαν ἀσθενῶν.

* Ἄρθρον 9.

Στατιστικά.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δέον ὅπως ὑποβάλουν εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν δι' ἕκαστον τῶν ἔδαφῶν των.

α) Τὸ ἀργότερον τὴν 31ην Μαρτίου στατιστικὴν ἐπὶ τοῦ προηγούμενου ἔτους εἰς τὴν ὁποίαν θὰ ἐμφαίνωνται :

I. Ἡ ἕκαστις τῆς περιφέρειας ἐπὶ τῆς ὁποίας ἐκαλλιέργηθη μήκων πρὸς-συγκομιδὴν ὀπίου καθὼς καὶ ἡ ἐκ τούτου παραχθεῖσα ποσότης ὀπίου.

II. Ἡ ποσότης τοῦ καταναλωθέντος ὀπίου, ἧτοι αἱ ποσότητες ὀπίου ἀπένεξ ἢ παρεδόθησαν εἰς τὸ λιανικὸν ἐμπόριον ἢ ἐστάλησαν πρὸς κατανάλωσιν εἴτε εἰς νοσοκομεία εἴτε εἰς ἄτομα ἀρμόδια καὶ δεόντως ἐξουσιοδοτημένα εἰς τὴν ἄσκησιν τῶν ἰατρικῶν των καθηκόντων.

III. Ἡ ποσότης ὀπίου ἢ χρησιμοποιηθεῖσα διὰ τὴν παρασκευὴν ἀλκαλοειδῶν καὶ τῶν ὀπιούχων παρασκευασμάτων συμπληρωματικῆς τῆς ποσότητος τῆς ἀναγκαιότητος διὰ τὴν παρασκευὴν ἰδιοσκευασμάτων πρὸς ἐξαγωγὴν διὰ τὰ ὁποία δὲν ἀπαιτεῖται ἄδεια ἐξαγωγῆς εἴτε τὰ ἰδιοσκευάσματα ταῦτα προορίζονται διὰ τὴν εἰς τὸ ἐσωτερικὸν κατανάλωσιν ἢ δι' ἐξαγωγὴν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν συμβάσεων τοῦ 1925 καὶ 1931.

IV. Ἡ ποσότης τοῦ κατασχεθέντος εἰς τὸ παράνομον ἐμπόριον καὶ δεσμευθέντος ὀπίου καὶ ὁ τρόπος διαθέσεως ταύτης.

β) Τὸ ἀργότερον τὴν 31ην Μαΐου στατιστικὴν ἐμφαίνουσαν τὰ ἀποθέματα τὰ ὁποία κατεῖχε κατὰ τὴν 31ην Δεκεμβρίου τοῦ προηγούμενου ἔτους. Ἡ στατιστικὴ ἢ ἀφορῶσα τὰ ἀποθέματα ταῦτα δὲν θὰ περιλαμβάνῃ τὰς ποσότητας ὀπίου τὰς ὁποίας κατέχει, Μέρος τι διὰ στρατιωτικούς σκοποὺς τὴν 31ην Δεκεμβρίου 1953, ἀλλὰ θὰ περιλαμβάνῃ πᾶσαν ποσότητα ἧτις θὰ προσετίθετο μεταγενεστέρως εἰς τὴν περὶ οὗ πρόκειται ποσότητα ὀπίου, ἢ θὰ ἀπεσύρετο καὶ θὰ διετίθετο εἰς τὸ νόμιμον ἐμπόριον καὶ

γ) ἐντὸς τεσσάρων ἐβδομάδων ἀπὸ τοῦ τέλους τοῦ τριμήνου εἰς ἣν ἀναφέρονται, τριμηνιαίας στατιστικὰς ἐμφανούσας τὰς εἰσαχθεῖσας καὶ ἐξαχθεῖσας ποσότητας ὀπίου.

2. Αἱ ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπόμεναι στατιστικὰ δέον νὰ συντάσσονται ἐπὶ ἐντύπων τὴν χρῆσιν τῶν ὁποίων προσδιορίζει ἡ Ἐπιτροπὴ καὶ κατὰ τὸν τρόπον ὃν θὰ ἐπιβάλλῃ αὐτὴ.

3. Ἐὰν δὲν ἔχουν ἤδη πράξει τοῦτο, αἱ παραγωγὸι χώραι, Μέρη τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου θέλουσι παράσχει εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν μετὰ πάσης δυνατῆς ἀκριβείας διὰ τὸ 1946 καὶ τὰ ἐπόμενα ἔτη τὰς ἐν τῇ περιπτώσει τοῦ ἔδαφου (α) παρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένης στατιστικῆς.

4. Ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει δημοσιεύσῃ τὰς ἐν τῷ ἄρθρῳ τούτῳ προβλεπόμενας στατιστικὰς ὑπὸ τὸν τύπον καὶ κατὰ τὰ χρονικὰ διαστήματα τὰ ὁποία θέλει κρίνῃ κατ'ἀλλῆλα.

*Άρθρον 10.

Ἐκθέσεις πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δεόν ὅπως ἀποστέλλουν εἰς τὸν Γεν. Γραμματέα τὰς κάτωθι ἐκθέσεις :

α) Ἐκθεσιν ἐπὶ τῆς ὀργανώσεως καὶ τῶν καθηκόντων ἅτινα ἀνετέθησαν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 3 εἰς τὸν ἐν αὐτῷ προβλεπόμενον Ὀργανισμόν καὶ ἐπὶ τῶν καθηκόντων ἅτινα ἀνετέθησαν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 3 εἰς ἑτέρας ἀρμοδίας ἀρχάς.

β) Ἐκθεσιν ἐπὶ τῶν νομοθετικῶν κανονιστικῶν καὶ διοικητικῶν μέτρων ἅτινα θὰ ἔχουν ληφθῆ ὑπ' αὐτῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Πρωτοκόλλου.

γ) Ἐτησίαν ἐκθεσιν ἐπὶ τῆς λειτουργίας τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου. Ἡ ἐκθεσις αὕτη θὰ πρέπη νὰ συνταχθῆ συμφώνως πρὸς τὸν καθοριζόμενον ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς τύπον καὶ δύναται νὰ ἐπισυναφθῆ ἢ νὰ περιληφθῆ εἰς τὰς ἐν τῷ ἄρθρῳ 21 τῆς Συμβάσεως τοῦ 1931, προβλεπομένας ἐτησίας ἐκθέσεις.

2. Ἐπίσης τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δεόν ὅπως ἀποστέλλουν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα πᾶσαν συμπληρωματικὴν πληροφορίαν ἐπὶ τῶν σημαντικῶν τροποποιήσεων τῶν ἀφορῶν τὰ προβλεπόμενα εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον θέματα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΓΥ.

Διεθνῆ Μέτρα Ἐλέγχου καὶ Ἐφαρμογῆς.

*Άρθρον 11.

Διοικητικὰ Μέτρα.

1. Διὰ νὰ ἀσκήσῃ ἔλεγχον ἐπὶ τῆς ἐκτελέσεως τῶν διατάξεων τοῦ Πρωτοκόλλου, ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ λάβῃ τὰ κάτωθι μέτρα :

α) Αἴτησιν διὰ παροχὴν πληροφοριῶν.

Ἡ Ἐπιτροπὴ εἶναι ἐξουσιοδοτημένη ὅπως ζητῆ ἐμπιστευτικῶς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν πληροφορίας ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, νὰ προβαίη δὲ πρὸς τοῦτο εἰς τὰς ἐνδεδειγμένας ὑποδείξεις πρὸς τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέρη.

β) Αἴτησιν διευκρινήσεων.

Ἐὰν βᾶσει τῶν πληροφοριῶν ἃς διαθέτει ἡ Ἐπιτροπὴ σχηματίσῃ τὴν γνώμην ὅτι εἰς μίαν οἰονδήποτε χώραν ἢ ἔδαφος δὲν τηρῆται οὐσιαστικὴ τις διάταξις τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἢ ὅτι ἡ εἰς ὅπιον κατάστασις ἢ ὑφισταμένη εἰς τὴν ἐν λόγῳ χώραν ἢ ἔδαφος ἀπατιτῆ διευκρινήσεως, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ζητήσῃ ἐμπιστευτικῶς ὅπως τὸ ἐνδιαφερόμενον Μέρος παράσχῃ αὐτῇ σχετικὰς ἐξηγήσεις.

γ) Ὑπόδειξις διορθωτικῶν μέτρων.

Ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ κρίνῃ σκόπιμον, δύναται ἐμπιστευτικῶς νὰ ἐπιστήσῃ τὴν προσοχὴν Κυβερνήσεώς τινος ἐπὶ τοῦ ὅτι αὕτη δὲν ἐξετέλεσεν ἐν τινι μέτρῳ οἰονδήποτε σημαντικὴν τινα διάταξιν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἢ ἐπὶ καταστάσεώς τινος ἥτις ἀπὸ ἀπόψεως ὀπίου, εἶναι κατ' ἐξοχὴν μὴ ἱκανοποιητικὴ εἰς ἐν οἰονδήποτε ἐκ τῶν ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν τῆς ἔδαφῶν. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ καλέσῃ τὴν ἐν λόγῳ Κυβέρνησιν ὅπως μελετήσῃ τὴν παρ' αὐτῆς δυνατότητα υἰοθετήσεως τῶν ἀναγκασιούτων διὰ τὴν θεραπείαν τῆς καταστάσεως μέτρων.

δ) Ἐπιτόπιον ἔρευνα.

Ἡ Ἐπιτροπὴ κρίνει ὅτι ἐπιτόπιος ἔρευνα θὰ συνετέλει εἰς τὴν διευκρίνησιν τῆς καταστάσεως, δύναται νὰ προτείνῃ εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην Κυβέρνησιν, ὅπως ἀτομῶν τι ἢ Ἐπιτροπὴ τις ἐλέγχου τὴν ὁποίαν θὰ ὑποδείξῃ ἢ Ἐπιτροπὴ ἀποσταλῆ εἰς τὴν ἐν λόγῳ χώραν ἢ ἔδαφος. Ἐὰν ἡ Κυβέρνησις αὕτη δὲν ἀπαντήσῃ ἐντὸς τεσσάρων μηνῶν ἐπὶ τῆς προτάσεως ταύτης τῆς Ἐπιτροπῆς ἢ σιωπῇ τῆς θὰ ἐκληφθῆ ὡς ἄρνησις.

Ἐὰν ἡ Κυβέρνησις ρητῶς συγκατατεθῆ εἰς τὴν ἔρευναν, αὕτη θὰ διεξαχθῆ ἐν συνεργασίᾳ μεθ' ὑπαλλήλων τούσ ὁποίους θὰ ὀρίσῃ ἡ Κυβέρνησις.

2. Τὸ ἐνδιαφερόμενον Μέρος εἶναι ἐξουσιοδοτημένον ὅπως τῇ μεσολαβήσει τοῦ ἀντιπροσώπου αὐτοῦ προβῆ εἰς δήλωσιν τινα ἐμπροσθεν τῆς Ἐπιτροπῆς πρὸ τῆς λήψεως ἀποφάσεώς τινος βᾶσει τοῦ ἔδαφιου (γ) τῆς προηγουμένης παραγράφου.

3. Αἱ λαμβανόμενα συμφώνως τοῖς ἔδαφίοις (γ) καὶ (δ)

παράγραφος 1 τοῦ ἄρθρου τούτου ἀποφάσεις, λαμβάνονται διὰ πλειοψηφίας ὄλων τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

4. Ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ δημοσιεῖ τὰς ἀποφάσεις αἰτινες ἔλαβεν συμφώνως τῷ ἔδαφιῳ (δ) παρ. 1 τοῦ ἄρθρου τούτου ἢ οἰονδήποτε ἄλλην σχετικὴν πληροφορίαν, ὑποχρεοῦται νὰ δημοσιεύσῃ ἐπίσης τὰς ἀπόψεις τῆς ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως, ἐὰν ζητήσῃ τοῦτο ἢ ἐν λόγῳ Κυβερνήσεως.

*Άρθρον 12.

Μέτρα ἐφαρμογῆς.

1. Δημόσιαι ἀνακοινώσεις.

Ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ διαπιστώσῃ ὅτι ἡ μὴ ἐφαρμογὴ παρὰ Συμβαλλομένου τινος Μέρους τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου παρακωλύει σοβαρῶς τὸν ἔλεγχον τῶν ναρκαδικῶν εἰς ἐν οἰονδήποτε ἔδαφος τοῦ Μέρους τούτου, ἢ εἰς ἐν οἰονδήποτε ἔδαφος ἄλλης τινος χώρας δύναται νὰ λάβῃ τὰ κάτωθι μέτρα.

α) Δημόσιαι κοινοποιήσεις.

Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ἐπιστήσῃ ἐπὶ τοῦ ζητήματος τὴν προσοχὴν ἀπάντων τῶν Μερῶν καὶ τῆς Ἐπιτροπῆς.

β) Ἐτεραι Δημόσιαι Δηλώσεις.

Ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ κρίνῃ ὅτι τὰ ληφθέντα ὑπ' αὐτῆς μέτρα συμφώνως τῷ προηγούμενῳ ἔδαφιῳ δὲν ἐπέφερον τὰ προσδοκώμενα ἀποτελέσματα, δύναται νὰ δημοσιεύσῃ δήλωσιν ἐν τῇ ὁποίᾳ νὰ ἀναφέρεται ὅτι Μέρος τι παρεβίασε τὰς ὑποχρεώσεις του τὰς ἀναληφθείσας ὑπ' αὐτοῦ βᾶσει τῶν ὄρων τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἢ ὅτι ἕτερόν τι Κράτος παρημέλησε νὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ἵνα παρεμποδίσῃ ὅπως ἡ κατάστασις τοῦ ὀπίου εἰς ἐν οἰονδήποτε ἐκ τῶν ἔδαφῶν του δυσχεράνη τὸν ἀποτελεσματικὸν ἔλεγχον τῶν ναρκαδικῶν εἰς ἐν ἢ πλείονα ἔδαφα ἐξαρτώμενα ἐξ ἄλλων Μερῶν ἢ χωρῶν.

Εἰς περίπτωσιν δημοσίας δηλώσεως ἡ Ἐπιτροπὴ ὀφείλει ἐπίσης νὰ δημοσιεύσῃ τὰς ἀπόψεις τῆς ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως ἐφ' ὅσον αὕτη ζητήσῃ τοῦτο.

2. Ἀπαγόρευσις ἐκπλοῦ τῶν πλοίων (Embargo).

Ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ διαπιστώσῃ.

α) Κατόπιν μελέτης τῶν ἐκτιμήσεων καὶ στατιστικῶν αἰτινες παρέχονται βᾶσει τῶν ἄρθρων 8 καὶ 9 ὅτι Μέρος τι δὲν ἐξετέλεσε τὰς ἀνειλημμένας ὑπ' αὐτοῦ ὑποχρεώσεις συμφώνως πρὸς τοὺς ὄρους τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἕτερόν τι Μέρος παρεμποδίζει σοβαρῶς τὴν ἀποτελεσματικὴν ἐφαρμογὴν τοῦ Πρωτοκόλλου αὐτοῦ ἢ (β) ὅτι ὑπὸ τῷ φῶς τῶν πληροφοριῶν ἃς κατέχει συγκεντροῦνται ὑπερβολικαὶ ποσότητες ὀπίου εἰς τινα χώραν ἢ ἔδαφος τι, ἢ ὅτι ὑπάρχει κίνδυνος ὅπως χώρα τι ἢ οἰονδήποτε ἔδαφος ἀποβῆ Κέντρον ἀθμιτοῦ ἐμπορίου, δύναται νὰ συστήσῃ εἰς τὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀπαγόρευσιν εἰσαγωγῆς ὀπίου προσερχομένου ἐκ τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας ἢ ἔδαφους ἢ ἐξαγωγῆς ὀπίου προοριζομένην εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην χώραν ἢ ἔδαφος ἢ συγχρόνως τῆς εἰσαγωγῆς καὶ τῆς ἐξαγωγῆς εἴτε δι' ὀρισμένην τινα περίοδον εἴτε ἕως ὅτου ἡ Ἐπιτροπὴ κρίνει ἱκανοποιητικὴν τὴν εἰς ναρκαδικὰ κατὰστασιν τῆς ἐν λόγῳ χώρας ἢ ἔδαφους. Τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ θέσῃ τὸ ζήτημα τοῦτο πρὸ τῆς Ἐπιτροπῆς, συμφώνως πρὸς τὰς σχετικὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 24 τῆς Συμφωνίας τοῦ 1925.

3. Ὑποχρεωτικὴ ἀπαγόρευσις ἐκπλοῦ τῶν πλοίων (Embargo).

α) Δήλωσις καὶ ἐπιβολὴ ἀπαγορεύσεως ἐκπλοῦ τῶν πλοίων (Embargo).

Ἡ Ἐπιτροπὴ βᾶσει τῶν γενομένων διαπιστώσεων συμφώνως πρὸς τὰ ἔδαφα (α) ἢ (β) τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου δύναται νὰ λάβῃ τὰ κατωτέρω μέτρα.

ι) Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ἀναγγείλῃ τὴν πρόθεσιν τῆς ὅπως ἐπιβάλῃ ἀπαγόρευσιν ἐπὶ τοῦ ἐκπλοῦ πλοίων ἐκτελούντων εἰσαγωγὴν ὀπίου, προσερχομένου ἐκ τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας ἢ ἔδαφους ἢ ἐξαγωγῆ ὀπίου ὑπερ ἔχει ὡς προορισμὸν τὴν ἐνδιαφερομένην χώραν ἢ ἔδαφος, ἢ συγχρόνως ἐπὶ τῆς εἰσαγωγῆς καὶ τῆς ἐξαγωγῆς ὀπίου.

ιι) Ἐὰν ἡ προβλεπόμενη εἰς τὴν περίπτωσιν ι τοῦ ἔδαφου

φίου (α) τῆς παρούσης παραγράφου δῆλωσις δὲν ἐπιτυχάνῃ τὴν ρύθμισιν τῆς καταστάσεως ἢ Ἐπιτροπῇ δύναται νὰ ἀπαγορεύσῃ τὸν ἐκπλοὺν τῶν πλοίων ὑπὸ τὸν ὄρον ὅτι τὰ εἰς τὰ ἐδάφια (α) καὶ (2) τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου τούτου προβλεπόμενα ὀλιγώτερον αὐστηρὰ μέτρα δὲν ἐπιτυγχάνουν τὴν ρύθμισιν τῆς καταστάσεως ἢ δὲν φαίνεται ὅτι δύναται νὰ διορθώσῃ τὴν μὴ παρέχουσαν ἱκανοποίησιν κατάστασιν. Ἡ ἀπαγόρευσις δύναται νὰ ἐπιβληθῇ εἴτε δι' ὠρισμένην χρονικὴν τινα περίοδον, εἴτε μέχρις οὗτου ἢ Ἐπιτροπῇ ἱκανοποιηθῇ ἐκ τῆς ἐπικρατούσης καταστάσεως εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην χώραν ἢ ἔδαφος. Ἡ Ἐπιτροπῇ ὀφείλει νὰ κοινοποιήσῃ ἀμέσως τὴν ἀπόφασίν τῆς εἰς τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος καὶ τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

Ἡ ἀπόφασις τῆς Ἐπιτροπῆς δέον νὰ εἶναι ἐμπιστευτικὴ καὶ ἐκτὸς ρητῆς διατάξεως τοῦ παρόντος ἄρθρου, δὲν πρέπει νὰ κοινοποιηθῇ ἕως οὗτου ἢ ἀπαγόρευσις τεθῇ ἐν ἰσχύϊ συμφώνως πρὸς τὴν περίπτωσιν ι τοῦ ἐδαφίου (γ) τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

ι) β) Ἐφέσεις

1. Κράτος τι τὸ ὁποῖον ἀπετέλεσεν ἀντικείμενον ἀποφάσεως τινὸς ἀπαγορευοῦσης τὸν ἐκπλοὺν τῶν πλοίων δύναται, ἐντὸς 30 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς λήψεως ὑπὸ τοῦ Κράτους τούτου τῆς ἐν λόγῳ ἀποφάσεως νὰ γνωστοποιήσῃ ἐμπιστευτικῶς καὶ ἐγγράφως τὴν πρόθεσίν του εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ὅπως ἐφεισβάλλῃ καὶ δύναται ἐντὸς 30 ἐτέρων ἡμερῶν ὅπως γνωρίσῃ ἐγγράφως τοὺς λόγους τῆς ἐφέσεως αὐτοῦ.

ii) Κατὰ τὴν ἐναρξίν τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ὁ Πρόεδρος τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης τῇ αἰτήσῃ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, θέλει ὀρίσῃ Ἐπιτροπὴν Ἐφέσεως ἀποτελουμένην ἐκ τριῶν τακτικῶν μελῶν καὶ 2 ἀναπληρωματικῶν τοιούτων, ἅτινα ἐκ τῆς ἀρμοδιότητός των, τῆς ἀμεροληψίας καὶ τῆς ἀνιδιοτελείας των τυγχάνουν γενικῆς ἐμπιστοσύνης. Ἐὰν ὁ Πρόεδρος τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης πληροφορήσῃ τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅτι ἀδυνατεῖ νὰ προβῇ εἰς τὸν διορισμὸν τοῦτον ἢ ἐὰν δὲν προβῇ εἰς τὸν διορισμὸν αὐτόν, ἐντὸς δύο μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἔλαβε τὴν πρὸς τοῦτο αἰτήσιν δέον νὰ προβῇ εἰς τὸν ἐν λόγῳ διορισμὸν, ὁ Γενικὸς Γραμματέας.

Ἡ θητεία τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐφέσεων θὰ εἶναι πενταετής καὶ δύναται νὰ ἀνανεωθῇ.

Τὰ μέλη, συμφώνως πρὸς τὰς ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ληφθησομένας ἀποφάσεις θὰ λαμβάνουν ἀποζημίωσιν μόνον κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν Συνόδων τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐφέσεων.

iii) Ἡ προβλεπομένη εἰς τὴν περίπτωσιν ιι τοῦ ἐδαφίου (β) τῆς παρούσης παραγράφου διαδικασία ἐφαρμόζεται εἰς τοὺς διορισμοὺς τοὺς ἀποβλέποντας εἰς τὴν πλήρωσιν τῶν κενῶν θέσεων τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐφέσεων.

Ὁ Γενικὸς Γραμματέας δέον ὅπως ἀποστείλῃ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἀντίγραφα τῆς ἐγγράφου γνωστοποιήσεως ὡς ἐπίσης καὶ τῆς ἐκθέσεως τῶν λόγων τῆς Ἐφέσεως τῆς προβλεπομένης εἰς τὴν περίπτωσιν τοῦ ἐδαφίου (β) τῆς παρούσης παραγράφου καὶ ἄνευ καθυστερήσεως λαμβάνῃ μέτρα ἵνα συνέλθῃ ἢ Ἐπιτροπῇ Ἐφέσεων ἐπιληφθῇ τῆς υποθέσεως καὶ ἀποφασίσῃ ἐπ' αὐτῆς καὶ τὰ μέλη. Ἐπίσης δέον ὅπως λάβῃ πάντα τὰ ἀπαραίτητα μέτρα διὰ τὰς ἐργασίας τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐφέσεων καὶ ἀποστείλῃ εἰς τὰ Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐφέσεων ἀντίγραφα τῆς ἀποφάσεως τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν περίπτωσιν ι τοῦ ἐδαφίου (β) τῆς παρούσης παραγράφου κοινοποιήσεων, τῆς ἀπαντήσεως τῆς Ἐπιτροπῆς, ἐὰν ὑπάρξῃ τοιαύτη, καὶ πάντων τῶν σχετικῶν ἐγγράφων.

Ἡ Ἐπιτροπῇ Ἐφέσεων υἰοθετεῖ τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν αὐτῆς.

IV. Τὸ ἐφεισβάλλον Κράτος καὶ ἡ Ἐπιτροπῇ δικαιούται ὅπως ἐκθέσῃ τὰς ἀπόψεις των πρὸς τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐφέσεως πρὶν ληφθῇ ὑπ' αὐτῆς ἀπόφασις τις.

VII. Ἡ Ἐπιτροπῇ Ἐφέσεων δύναται νὰ ὑποστηρίξῃ τροποποίησιν ἢ ἀκυρώσιν τὴν ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς ληφθεῖσαν ἀπόφασιν σχετικῶς μετὰ τὴν ἀπαγόρευσιν ἐκπλοῦ τῶν πλοίων.

Ἡ ἀπόφασις τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐφέσεως εἶναι ὀριστικὴ καὶ ὑποχρεωτικὴ καὶ δέον νὰ κοινοποιηθῇ ἀμέσως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

VIII. Ὁ Γενικὸς Γραμματέας δέον ὅπως κοινοποιῇ τὴν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐφέσεως εἰς τὸ ἐφεισβάλλον Κράτος καὶ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν.

IX. Ἐὰν τὸ ἐφεισβάλλον Κράτος ἀποσύρῃ τὴν ἐφασιν, ὁ Γενικὸς Γραμματέας δέον νὰ κοινοποιήσῃ τοῦτο εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν Ἐφέσεων καὶ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν.

γ) Ἐφαρμογὴ ἀπαγορευσεως ἐκπλοῦ τῶν πλοίων (Embargo).

i) Ἡ συμφώνως πρὸς τὸ ἐδάφιο (α) τῆς παρούσης παραγράφου ἐπιβληθεῖσα ἀπαγόρευσις ἐκπλοῦ τῶν πλοίων δέον νὰ τεθῇ εἰς ἰσχὺν μετὰ 60 ἡμέρας ἀπὸ τῆς λήψεως τῆς ἀποφάσεως τῆς Ἐπιτροπῆς, ἐκτὸς ἐὰν κοινοποιηθῇ προσφυγὴ τις συμφώνως πρὸς τὴν περίπτωσιν ι τοῦ ἐδαφίου (β) τῆς παρούσης παραγράφου. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἢ ἀπαγόρευσις δέον ὅπως τεθῇ εἰς ἰσχὺν 30 ἡμέρας μετὰ τὴν ἀνάκλησιν τῆς προσφυγῆς ἢ μετὰ τὴν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς προσφυγῆς ἐγκρινούσης τὴν ὀλικὴν ἢ μερικὴν ἀπαγόρευσιν ἐκπλοῦ τῶν πλοίων. δι' ἧς ὑποστηρίζεται ἢ ἀπαγόρευσις ἐξ ὀλοκλήρου ἢ ἐν μέρει.

ii) Συμφώνως πρὸς τὴν περίπτωσιν ι τοῦ ἐδαφίου (γ) τῆς παρούσης παραγράφου εὐθὺς ὡς καθορισθῇ ὅτι πρέπει νὰ τεθῇ εἰς ἰσχὺν ἢ ἀπαγόρευσις, ἢ Ἐπιτροπῇ ὀφείλει νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς ἅπαντα τὰ Μέρη τοὺς ὄρους τῆς ἀπαγορεύσεως εἰς τοὺς ὁποίους ὀφείλουν νὰ συμμορφοῦνται ταῦτα.

4. Διαδικαστικαὶ ἐγγυήσεις.

α) Αἱ λαμβανόμεναι ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς ἀποφάσεις δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου δέον νὰ λαμβάνωνται διὰ πλειοψηφίας ἀπάντων τῶν ἀποτελούντων τὴν Ἐπιτροπὴν μελῶν.

β) Τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος ἔχει δικαίωμα ὅπως τῇ μεσολαβήσει τοῦ ἀντιπροσώπου του προβῇ εἰς δῆλωσιν τινα πρὸς τῆς Ἐπιτροπῆς πρὶν ληφθῇ ἀπόφασις τις βάσει τοῦ παρόντος ἄρθρου.

γ) Ὅταν ἡ Ἐπιτροπῇ δημοσιεύσῃ ἀπόφασιν τινα ληφθεῖσαν βάσει τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἢ οἰανδήποτε πληροφορίαν ἀναφερομένην εἰς ταύτην πρέπει νὰ δημοσιεύσῃ ἐπίσης τὰς ἀπόψεις τῆς ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως, ἐὰν ζητήσῃ τοῦτο ἢ ἐν λόγῳ ἐνδιαφερομένη Κυβέρνησις. Ἐὰν ἡ ἀπόφασις τῆς Ἐπιτροπῆς δὲν εἶναι ὁμόφωνος, πρέπει νὰ ἐκτίθενται αἱ ἀπόψεις τῆς μειοψηφίας.

Ἄρθρον 13.

Γενικὴ ἐφαρμογὴ.

Ἡ Ἐπιτροπῇ δύναται ἐπίσης ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, νὰ λάβῃ τὰ ἐν τῷ ἄρθρῳ τούτῳ προβλεπόμενα μέτρα, ἀναφορικῶς μετὰ Κράτη ἅτινα δὲν εἶναι μέλη τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου καὶ ἐν σχέσει μετὰ ἐδάφη εἰς τὰ ὅποια, βάσει τοῦ ἄρθρου 20, δὲν ἔχει ἐφαρμογὴν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Υ.

Τελικὰ ἄρθρα.

Ἄρθρον 14.

Μέτρα ἐφαρμογῆς.

Τὰ Μέρη ὑποχρεοῦνται ὅπως λάβουν πάντα τὰ νομοθετικὰ κανονιστικὰ καὶ διοικητικὰ μέτρα τὰ δυνάμενα νὰ καταστήσουν πλήρως ἀποτελεσματικὰς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

Άρθρον 15.

Διαφοραί.

1. Τα Μέρη σαφώς αναγνωρίζουν ότι το Διεθνές Δικαστήριο Δικαιοσύνης είναι αρμόδιον διά την επίλυσιν τών διαφορών τού παρόντος Πρωτοκόλλου διαφορών.

2. Οιαδήποτε διαφορά προκύπτουσα μεταξύ τών Μερών εν σχέσει προς την έρμηνείαν και την εκτέλεσιν του παρόντος Πρωτοκόλλου υποβάλλεται εις το Διεθνές Δικαστήριο Δικαιοσύνης προς επίλυσιν τῆς αἰτήσεως ἐνός οἰουδήποτε ἐκ τών διισταμένων Μερών, ἐκτός ἐάν τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέρη συμφωνοῦν ὅπως ἐπιλύσονται τὰς διαφορὰς δι' ἄλλου τρόπου.

Άρθρον 16.

Υπογραφή.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον τοῦ ὁποῖου τὰ εἰς τὴν Ἀγγλικήν, Κινεζικὴν, Ἰσπανικὴν, Γαλλικὴν καὶ Ρωσικὴν κείμενα εἶναι, ἐξ ἴσου, αὐθεντικά, θὰ εἶναι ἀνοικτὸν πρὸς υπογραφήν παρὰ παντὸς Κράτους Μέλους τῆς Ὁργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ὡς καὶ παντὸς μὴ μέλους Κράτους καλουμένου συμφώνως πρὸς τὰς δοθείσας ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς ὁδηγίας ὅπως συμματάσῃ εἰς τὰς ἐργασίας τῆς Διασκεψέως ἧτις συντάξαι τὸ παρὸν Πρωτόκολλον ὡς καὶ παντὸς ἑτέρου Κράτους πρὸς τὸ ὁποῖον ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς, τῆς αἰτήσεως τοῦ Συμβουλίου, θὰ ἔχη ἀποστείλει ἀντίγραφον τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

Άρθρον 17.

Ἐπικύρωσις.

Τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο δέον ὅπως ἐπικυρωθῇ. Τὰ ὄργανα τῆς ἐπικυρώσεως δέον ὅπως κατατεθοῦν παρὰ τῷ Γεν. Γραμματεῖ.

Άρθρον 18.

Προσχώρησις.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ εἶναι ἀνοικτὸν πρὸς προσχώρησιν παντὸς Κράτους Μέλους τῆς Ὁργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἢ παντὸς μὴ μέλους Κράτους ἀναφερομένου εἰς τὸ ἄρθρον 14 ἢ παντὸς ἑτέρου Κράτους μὴ Μέλους εἰς ὃ ὁ Γεν. Γραμματεὺς θὰ ἔχη ἀποστείλει, τῆς αἰτήσεως τοῦ Συμβουλίου, ἀντίγραφον τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου. Τὰ ὄργανα προσχωρήσεως δέον ὅπως κατατεθοῦν παρὰ τῷ Γεν. Γραμματεῖ.

Άρθρον 19.

Μεταβατικαὶ διατάξεις.

1. Ὡς μεταβατικὸν μέτρον οἰουδήποτε Κράτος δύναται, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι θὰ ἔχη υποβάλει ρητὴν δήλωσιν πρὸς τοῦτο κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπ' αὐτοῦ υπογραφῆς ἢ τῆς καταθέσεως τοῦ ὄργανου τῆς ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, νὰ ἐπιτρέπη :

α) Τὴν χρῆσιν εἰς οἰουδήποτε τῶν ἐδαφῶν του, ὅπου διὰ σκοποὺς οἰωνοῦ ἰατρικοῦ.

β) Τὴν παραγωγὴν, εἰσαγωγὴν ἢ ἐξαγωγὴν ὅπου διὰ παρομοίους σκοποὺς προσερχόμενον ἢ προοριζόμενον δι' ἐν οἰουδήποτε Κράτος ἢ ἐδάφους τὸ ὁποῖον καθωρίσθη κατὰ τὸν χρόνον καθ' ὃν ἐγένετο ἢ ὡς ἄνω ἀναφερομένη δήλωσις, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι :

(i) Κατὰ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1950 ἢ χῆσις, εἰσαγωγὴ ἢ ἐξαγωγὴ ὅπου συνεβιβάζετο πρὸς τὰς παραδόσεις τοῦ ἐδάφους διὰ τὸ ὁποῖον ἐγένετο ἢ δήλωσις καὶ ἐπετρέποντο κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐκείνην.

(ii) Οὐδεμίαν ἐξαγωγὴν θὰ ἐπιτρέπεται πρὸς Κράτος τι, ὅπου δὲν τυγχάνει μέλος τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

(iii) Τὸ Μέρος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως καταργήσῃ, ἐντὸς ὁρισμένης προθεσμίας ἧτις δέον νὰ καθωρισθῇ ὑπὸ τοῦ Μέρους τούτου κατὰ τὸν χρόνον τῆς δηλώσεως καὶ ἧτις περίοδος ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει θέλει παραταθῆ πέραν τῶν 15 ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου, τὴν χρῆσιν, παραγωγὴν, εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν τοῦ ὅπου διὰ παραίτητους σκοποὺς.

2. Πᾶν Μέρος τὸ ὁποῖον ὑπέβαλε δήλωσιν τινὰ βάσει τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δύναται διὰ τὴν

χρονικὴν περίοδον τὴν προβλεπομένην εἰς τὴν περίπτωσιν III τοῦ ἐδαφίου β' τῆς ἀναφερομένης παραγράφου ὅπως κατ' ἔτος ἐπὶ πλέον τοῦ προβλεπομένου ἐν τῷ ἄρθρῳ 5 ἀνωτέρου ὅριον ἀποθεμάτων, διατηρῆ ποσότητα ἀποθεμάτων ἴσην πρὸς τὴν ποσότητα τὴν καταναλωθεῖσαν διὰ παραίτητους σκοποὺς κατὰ τὰ δύο προηγούμενα ἔτη.

3. Ὡς μεταβατικὸν μέτρον πᾶν Μέρος δύναται ἐπίσης καὶ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι θὰ ἔχη προβῆ πρὸς τοῦτο εἰς σαφῆ δήλωσιν κατὰ τὸν χρόνον τῆς υπογραφῆς ἢ τῆς καταθέσεως τοῦ ὄργανου του κυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, νὰ ἐπιτρέψῃ τὸ κάπνισμα ὅπου ὑπὸ ὁποιοῦν ἢ ἡλικία τῶν ὁποίων δὲν εἶναι κατωτέρα τῶν 21 ἐτῶν καὶ ὅστινες εἶναι ἐγγεγραμμένοι πρὸς τοῦτο ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν, τὴν 30ην Σεπτεμβρίου 1953 ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ ἐνδιαφερόμενον συμβαλλόμενον Κράτος ἔχη ἐπιτρέψῃ τὸ κάπνισμα ὅπου τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1950.

4. Πᾶν συμβαλλόμενον Μέρος, ὅπου κάνει χρῆσιν τῶν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου τούτου προβλεπομένων μεταβατικῶν διατάξεων ὀφείλει :

α) Νὰ συμπεριλάβῃ εἰς τὴν συμφώνωσιν πρὸς τὸ ἄρθρον 10, ὑποβληθεσομένην εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματεῖα ὅπως ἐκθεσὶν ἐπιτελεσθεῖσιν κατὰ τὸ παρελθὸν ἔτος προὐδὸν ἵνα ἀποβῆ ἀποτελεσματικὴ ἢ κατάλληλος τῆς χρῆσεως, παραγωγῆς, εἰσαγωγῆς ἢ ἐξαγωγῆς ὅπου διὰ παραίτητους σκοποὺς καὶ διὰ κάπνισμα.

β) Νὰ υποβάλῃ κειρωσιμένως ἕσον ἀφορᾷ τὸ χρησιμοποιοθῆν, εἰσαχθῆν, ἐξαχθῆν καὶ φυλασσόμενον διὰ παραίτητους σκοποὺς ὅπου καὶ τὸ χρησιμοποιοῦμενον ἢ φυλασσόμενον διὰ κάπνισμα τοιοῦτον ἐκτιμήσεις καὶ στατιστικὰς αἰ ὁποῖαι ὀφείλου νὰ παρέχονται συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 8 καὶ 9 τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου.

5. α) Ἐὰν συμβαλλόμενόν τι μέρος, τὸ ὁποῖον ἐπικαλεῖται τὰς μεταβατικὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ὑποβάλῃ.

(i) Τὴν ἐν τῷ ἐδαφίῳ (α) τῆς παραγράφου 4 προβλεπομένην ἐκθεσὶν ἐντὸς 6 μηνῶν ἀπὸ τῆς λήξεως τοῦ ἔτους πρὸς ὃ ἀναφέρονται αἱ περιλαμβανόμεναι εἰς ταύτην πληροφορίες.

(ii) Τὰς ἐν τῷ ἐδαφίῳ (β) τῆς παραγράφου 4 προβλεπομένας στατιστικὰς, ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν πρέπει αὐταὶ νὰ υποβληθοῦν συμφώνως πρὸς ἄρθρον 9.

(iii) Τὰς ἐν τῷ ἐδαφίῳ (β) τῆς παραγράφου 4 προβλεπομένας ἐκτιμήσεις, ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ὁρισθείσης ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὸν σκοπὸν τοῦτον ἡμερομηνίας συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 8.

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἢ ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, δέον νὰ ἀπευθύνῃ εἰς τὸν ἐνδιαφερόμενον Μέρος ἀνακοίνωσιν ἐπὶ τῆς ἀργοπορίας του δι' ἧς θὰ ζητῆ τὴν παροχὴν πληροφοριῶν ἐντὸς περιόδου τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς γνωστοποιήσεως ταύτης.

β) Ἐὰν Μέρος τι δὲν συμμορφοῦται ἐντὸς τῆς ἀνωτέρου ταχθείσης προθεσμίας πρὸς τὴν αἴτησιν τῆς Ἐπιτροπῆς ἢ τοῦ Γεν. Γραμματεῖος αἰ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου τούτου ἐπιτερομένην μεταβατικὰς διατάξεις δὲν θὰ ἐφαρμόζονται πλέον εἰς τὸ συμβαλλόμενον τοῦτο Μέρος μετὰ τὴν λήξιν τῆς προθεσμίας ταύτης.

Άρθρον 20.

Ρήτρα ἐδαφικῆς ἐφαρμογῆς.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ ἐφαρμόζεται εἰς πάντα τὰ μὴ αὐτόνομα, τὰ αὐτοκυβερνούμενα ὑπὸ κηδεμονίαν ἀποικιακὰ ἐδάφη καὶ ἕτερα μὴ μητροπολιτικὰ τοιαῦτα τὰ ὁποῖα Μέρος τι ἀντιπροσωπεύει ἐπὶ τοῦ διεθνοῦς πεδίου ἐκτὸς ἐὰν εἶναι ἀπαραίτητος ἢ προηγουμένη συγκατάθεσις μὴ μητροπολιτικοῦ τινος ἐδάφους δυνάμει εἴτε τοῦ Συντάγματος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἢ τοῦ μὴ μητροπολιτικοῦ ἐδάφους, εἴτε ἐθίμου.

Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην τὸ συμβαλλόμενον Μέρος δέον ὅπως προσπαθῆσιν νὰ ἐπιτύχῃ ἐντὸς τοῦ βραχυτέρου χρονικοῦ διαστήματος, τὴν ἀπαιτούμενην συγκατάθεσιν τοῦ μὴ μητροπολιτικοῦ ἐδάφους καὶ ὅταν θὰ ἐπιτευχθῇ ἢ συγκατάθεσις αὕτη τὸ Μέρος ὀφείλει νὰ τὴν γνωστοποιήσῃ

εις τὸν Γενικὸν Γραμματέα. Τὸ πρωτόκολλον τοῦτο θὰ ἐφαρμοσθῇ εἰς τὸ ἔδαφος ἢ τὰ ἐδάφη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν γνωστοποίησιν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς λήψεώς της ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως. Εἰς τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς δὲν εἶναι ἀναγκαῖα ἢ προηγουμένη συγκατάθεσις τοῦ μὴ μητροπολιτικοῦ ἐδάφους, τὸ ἐνδιαφερόμενον Μῆρος θὰ δηλώσῃ κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογραφῆς, ἢ τῆς ἐπικυρώσεως ἢ καὶ τῆς προσχωρήσεως εἰς ποῖον ἢ ποῖα μητροπολιτικὰ ἐδάφη ἐφαρμόζεται τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

Ἄρθρον 21.

Ἐναρξίς ἰσχύος.

1. Τὸ πρωτόκολλον τοῦτο θέλει ἰσχύσῃ μετὰ παρέλευσιν 30 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως τοῦλάχιστον 25 κρατῶν, συμπεριλαμβανομένων τριῶν τοῦλάχιστον παραγωγῶν Κρατῶν ἐκ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἐδάφιον (α) τῆς παραγράφου 2, τοῦ ἄρθρου 6 καὶ τοῦλάχιστον τριῶν ἐκ τῶν κατωτέρω χωρῶν, αἵτινες βιομηχανοποιοῦν τὸ ὅπιον.

Ἄρθρον 22.

1. Πᾶν Μῆρος δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ζητήσῃ ἀναθεώρησιν τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου δι' ἀνακοινώσεως ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

2. Ἡ Ἐπιτροπὴ μετὰ σύμφωνον γνώμη τῆς Ἐπιτροπῆς Ναρκωτικῶν δέον ὅπως συστήσῃ τὰ ληφθῆσόμενα ἐν συνεχείᾳ τῆς αἰτήσεως ταύτης μέτρα.

Ἄρθρον 23.

Καταγγελία.

1. Μετὰ παρέλευσιν 5 ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐναρξέως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου πᾶν Μῆρος δύναται διὰ καταθέσεως ἐγγράφου παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ νὰ καταγγεῖλῃ τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

2. Ἡ ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου τούτου προβλεπόμενη καταγγελία θέλει ἰσχύσῃ ἀπὸ τὴν 1ην Ἰανουαρίου τοῦ πρώτου ἔτους τοῦ ἀκολουθοῦντος τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἐλήφθη ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἢ ἐν λόγῳ καταγγελία.

Ἄρθρον 24.

Λήξις.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον παύει νὰ ἰσχύῃ, κατόπιν καταγγελιῶν κοινοποιηθεισῶν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 23, ὁ κατάλογος τῶν Μερῶν δὲν πληροῖ πάντας τοὺς ὅρους τοῦ ἄρθρου 21.

Ἄρθρον 25.

Ἐπιφυλάξεις.

Ἐξαιρουμένων τῶν σαφῶς προβλεπομένων εἰς τὸ 19ον ἄρθρον σχετικῶς πρὸς τὰς ἐπιτροπομένους ὑπὸ τοῦ ἄρθρου τούτου δηλώσεις καὶ ἐν τῷ μέτρῳ τῶν ὑπὸ τοῦ 20οῦ ἄρθρου ἐπιτροπομένων ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐδαφικὴν ἐφαρμογὴν, οὐδὲν Μῆρος ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἐκφράξῃ ἐπιφυλάξεις ἐπὶ οἵσδ' ἄποτε διατάξεως τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

Ἄρθρον 26.

Κοινοποιήσεις ὑπὸ τοῦ Γεν. Γραμματέως.

Ἄρθρον 26.

Ἄρθρον 26.

Ἄρθρον 26.

Ἄρθρον 26.

Ἄρθρον 26.

Ἄρθρον 26.

Ἄρθρον 26.

Ἄρθρον 26.

Ἄρθρον 26.

Ἄρθρον 26.

Ἄρθρον 26.

Ἄρθρον 26.